

RÉ-INDUSTRIALISATION, DIVERSIFICATION
DES EXPORTATIONS, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE...

Le Président Tebboune fixe les priorités

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté, lors de sa rencontre avec les opérateurs économiques, une vision économique globale articulée autour d'axes majeurs tels que la ré-industrialisation, la diversification des exportations et la consolidation de la souveraineté économique. Ce discours, empreint de réalisme et de détermination, trace les contours d'un modèle de développement fondé sur la productivité, la rigueur et l'indépendance financière. P 3



RENTÉE
DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE
**385 000 nouveaux
stagiaires attendus**

C'est aujourd'hui que la rentrée de la formation professionnelle, session octobre 2025, sera lancée. Un total de 385 000 nouveaux stagiaires et apprentis sont attendus dans les établissements de formation à travers les wilayas du pays.

P 2

MODERNISATION
DE LA CAPITALE
**Des projets
structurants en
cours de réalisation**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, et le ministre-wali de la capitale, Mohamed Abdennour Rabhi, ont présidé hier une réunion de travail au siège de la wilaya d'Alger. Ils ont passé en revue l'état d'avancement des projets inscrits dans la vision stratégique de modernisation de la capitale et levé les obstacles qui freinent leur concrétisation.

P 5

SALON INTERNATIONAL
"FRUIT ATTRACTION"
À MADRID
**Signature
de 10 contrats
d'exportation par
des entreprises
algériennes**

La participation algérienne à la 17e édition du Salon international des fruits et légumes et des techniques agricoles modernes (Fruit Attraction 2025), organisée du 30 septembre au 2 octobre à Madrid (Espagne), a été couronnée par la signature de 10 nouveaux contrats d'exportation avec des partenaires étrangers, a indiqué hier le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations dans un communiqué.

P 5

AFRICAN ENERGY WEEK EN AFRIQUE DU SUD

**Sonatrach
prend part
à la 5^e édition** P 2

FAO

**Baisse quasi-général des prix
mondiaux des produits
alimentaires en septembre** P 5

RÉUNION DE TRAVAIL AVEC LA
HOLDING GETEX

**Les instructions du ministre
de l'Industrie** P 16

BECHAR
Réception prochaine de
deux centres de
proximité de stockage
des céréales

Deux centres de proximité stockage des céréales seront réceptionnés avant fin 2025 dans la wilaya de Bechar, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction locale des Services agricoles. Il s'agit des centres de proximité des chefs-lieux des communes de Bechar et Beni-Ounif, ayant chacun une capacité de stockage de 5.000 tonnes de céréales et dont la réalisation s'inscrit dans le cadre de la sécurité alimentaire et de l'augmentation des capacités nationales de stockage des céréales préconisées par l'Etat, a-t-on précisé. En marge de ces nouvelles réalisations, les travaux de concrétisation d'un centre de stockage d'une capacité de 100.000 tonnes à Bechar se poursuivent, sa réception étant prévue avant la fin de 2026, a-t-on signalé, précisant qu'une enveloppe financière de plus d'un milliard de dinars a été dégagée pour la réalisation de ces projets. Ces projets seront confortés également par la réalisation d'un centre régional de transport ferroviaire dans la nouvelle zone industrielle de Toumiat (40 km au Nord de Bechar) et ce, au titre des efforts de renforcement du transport ferroviaire des céréales dans le sud-ouest du pays, a-t-on rappelé. A noter que les capacités actuelles de la wilaya de Bechar en matière de stockage des céréales est de l'ordre de 127.520 quintaux, a-t-on rappelé.

RENTÉE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

385 000 nouveaux stagiaires attendus

C'est aujourd'hui que la rentrée de la formation professionnelle, session octobre 2025, sera lancée. Un total de 385 000 nouveaux stagiaires et apprentis sont attendus dans les établissements de formation à travers les wilayas du pays.

Par Selma R.

Afin de réussir cet important rendez-vous, le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a pris une série de mesures, en mettant à disposition 385 000 nouvelles places pédagogiques s'ajoutant aux 287 000 stagiaires déjà inscrits. Cette rentrée intervient dans un contexte marqué par la poursuite du processus de réformes engagées par le ministère pour actualiser et moderniser le système de formation et d'enseignement professionnels, conformément à une feuille de route « misant sur l'amélioration de la gouvernance du secteur et le renforcement de son rôle en tant que levier essentiel pour la réalisation du développement social et économique durable », souligne le ministère. En effet, tous les moyens matériels et humains sont mobilisés pour accueillir les stagiaires et les élèves dans les meilleures conditions, en proposant plusieurs offres de for-

mation dans diverses spécialités adaptées aux besoins du marché du travail. Ces offres incluent l'introduction de nouvelles spécialités dans des filières prioritaires, notamment celles liées à la numérisation, aux technologies de l'information et de la communication (TIC), à la chimie, aux industries plastiques ainsi qu'à l'électricité et l'électronique, tout en s'ouvrant sur d'autres domaines à dimension stratégique. Parmi ces nouvelles spécialités : analyste de données, graphiste 3D, commerce électronique, marketing numérique, technicien supérieur en contrôle qualité des produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques, électronique compacte et systèmes intelligents. Le secteur sera renforcé par des académies numériques à travers le territoire national, en sus d'un institut africain dans la wilaya de Boumerdès, de 26 nouveaux établissements et de 300 places pédagogiques supplémentaires au niveau des centres de formation et des instituts nationaux, selon les don-

nées du ministère. Par ailleurs, et dans le but de renforcer le rôle de la formation professionnelle en tant que principale locomotive pour l'insertion des compétences dans le monde du travail et l'ancrage de la culture d'innovation et de créativité, le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels envisage d'organiser des salons régionaux de l'emploi à travers plusieurs régions du pays durant le mois d'octobre. Ces salons visent à créer des espaces d'interaction regroupant les diplômés de la formation professionnelle et les responsables des établissements et secteurs économiques, ce qui ouvre de nouvelles perspectives professionnelles devant les jeunes et facilite leur insertion dans le monde du travail, à travers la tenue de rencontres directes avec les responsables du recrutement et des séances consacrées à faire connaître les opportunités offertes et les programmes d'accompagnement pour le soutien des projets pionniers.

DÉDOUANEMENT DES VÉHICULES IMPORTÉS PAR DES PARTICULIERS

Des mesures pour réduire les délais et les coûts

La Direction générale des douanes (DGD) a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'adoption de plusieurs mesures visant à réduire les délais et les coûts de dédouanement des véhicules importés par des particuliers, ainsi qu'à atténuer la congestion au niveau des ports et des zones de dépôt. Cette décision est intervenue lors d'une réunion de coordination présidée, mercredi, par le Directeur général (DG) des douanes, le Général-major

Abdelhafid Bakhouche, au cours de laquelle ont été examinées "les contraintes et difficultés enregistrées dans le processus de dédouanement des véhicules importés par des particuliers, ainsi que les solutions susceptibles de réduire les délais de traitement et de contenir les coûts supportés par les personnes, en plus de l'allègement de la congestion au niveau des ports et des zones de dépôt", a précisé la même source. A cet effet, "plusieurs mesures ur-

gentes ont été arrêtées afin d'accélérer les opérations de dédouanement, notamment à travers le renforcement de la coordination entre les différentes parties concernées, l'amélioration de l'organisation logistique au niveau des zones portuaires et en dehors, l'exploitation optimale du système d'information des douanes "ALCES", ainsi que la mise en place de mécanismes d'interconnexion entre les différents intervenants pour améliorer la per-

formance et assurer une meilleure fluidité dans le traitement", selon la même source. La DGD a souligné que cette initiative traduit "sa volonté d'améliorer la qualité des services offerts à ses usagers". Les participants concernés par cette démarche se sont, pour leur part, engagés à "mobiliser tous les moyens et ressources nécessaires pour mettre un terme à cette situation".

AFRICAN ENERGY WEEK EN AFRIQUE DU SUD

Sonatrach prend part à la 5^e édition

Par R E.

Le groupe Sonatrach participe à la 5e édition de l'African Energy Week (AEW 2025), organisée du 29 septembre au 3 octobre, au Centre international des conférences de la ville du Cap (Afrique du Sud), a indiqué, jeudi, un communiqué du groupe. La participation de Sonatrach à ce rendez-vous international, placé sous le thème "Investir dans les énergies africaines : permettre à l'Afrique de prendre le leadership dans le domaine de l'énergie", à la tête d'une délégation de haut niveau composée de cadres dirigeants du groupe, intervient dans le cadre de "son engagement à soutenir le développement de l'industrie énergétique sur le continent africain", a précisé la même source. Cet événement a réuni plus de 6000 participants, dont de hauts responsables gouvernementaux, des leaders du

secteur de l'énergie, ainsi qu'un nombre important d'investisseurs africains et internationaux. La rencontre a permis de mettre l'accent sur les opportunités d'investissement et l'importance d'un dialogue concret visant à mettre en exergue l'immense potentiel énergétique du continent. Dans ce cadre, le responsable chargé du développement des affaires et du marketing de Sonatrach, intervenant en tant qu'interlocuteur principal lors d'une session de débat stratégique, a mis en exergue "le rôle de l'Algérie en tant que destination d'investissement de premier plan, capable d'attirer des capitaux à l'échelle mondiale et de développer des partenariats fondés sur la création d'opportunités de coopération équilibrées". La session de débat, intitulée; "Libérer le potentiel énergétique de l'Algérie : priorités d'investissement pour 2026 et au-delà", le responsable a abordé la feuille

de route d'investissement de l'Algérie pour 2026, les incitations réglementaires, tout en mettant en avant les opportunités d'investissement dans les domaines de l'exploration, du développement des infrastructures et des énergies renouvelables. En marge de cette manifestation, la délégation de "Sonatrach" a tenu plusieurs réunions avec des représentants d'entreprises sud-africaines, en l'occurrence "Vuwa Investments Holding", "ESPN Energy" et la joint-venture "LanziBlox". La délégation a également eu une rencontre avec des représentants de l'entreprise "Ammat Global Resources" de la République du Congo, ainsi que de l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants (ANPG) de la République d'Angola. Ces rencontres visent à "renforcer les relations entre "Sonatrach" et les entreprises africaines afin de développer les opportunités de partenariat

intra-africain". Par ailleurs, la délégation de "Sonatrach" a rencontré des représentants de la compagnie norvégienne "Equinor", de l'américaine "Chevron", de la japonaise "Mitsui &Co", ainsi que de la société américaine "S&P Global", spécialisée dans l'étude et l'analyse des informations financières, et de la multinationale "Wood Mackenzie", une entreprise de conseil spécialisée dans l'analyse des données. Dans ce contexte, le groupe a souligné dans son communiqué que sa participation à cette semaine de l'énergie "s'aligne sur la vision énergétique de l'Algérie, ce qui renforcera sa position d'acteur majeur dans l'industrie énergétique africaine, tout en contribuant à la garantie de la sécurité énergétique aux niveaux continental et mondial, à travers l'ouverture de nouvelles perspectives de partenariats d'investissement avec les grandes compagnies internationales".

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉINDUSTRIALISATION, DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE...

Le Président Tebboune fixe les priorités

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté, lors de sa rencontre avec les opérateurs économiques, une vision économique globale articulée autour d'axes majeurs tels que la ré-industrialisation, la diversification des exportations et la consolidation de la souveraineté économique. Ce discours, empreint de réalisme et de détermination, trace les contours d'un modèle de développement fondé sur la productivité, la rigueur et l'indépendance financière.

Par Mourad A.

Dès l'entame de son intervention, le chef de l'État a réaffirmé sa volonté de reconstruire une économie nationale forte, après des décennies de désindustrialisation. Il s'est engagé à porter la contribution du secteur industriel à 13 % du produit intérieur brut (PIB), contre 3 % en 2019, rappelant qu'elle atteignait 18 % en 1972, avant l'effondrement du tissu productif. Pour lui, l'industrie doit redevenir le moteur de la croissance et le socle d'une économie diversifiée et souveraine. Dans cette optique, la dynamique d'investissement enregistrée ces dernières années traduit un regain de confiance dans le marché algérien. Le président a salué les performances de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), qui a enregistré plus de 17 000 projets représentant près de 420 000 emplois potentiels à travers le pays. Il a également mis en avant la montée fulgurante des start-up, passées de 200 seulement à près de 10 000 aujourd'hui, qu'il a qualifiées de « fierté nationale » en raison de leur présence remarquée dans les forums économiques internationaux. Mais au-delà des chiffres, Abdelmadjid Tebboune a tenu à rappeler que cette relance doit s'inscrire dans une logique de souveraineté économique. « La liberté d'un pays se mesure à son indépendance économique », a-t-il affirmé, rejetant tout recours à l'endettement extérieur. Selon lui, l'Algérie doit continuer à financer son développement par ses propres ressources, estimant que le pays « dispose de toutes les potentialités nécessaires pour porter son PIB à 400 milliards de dollars à l'horizon 2027 ». Dans ce cadre, le président a souligné l'importance de l'ancrage africain comme pilier stratégique de la politique économique nationale.

Il a appelé les opérateurs à investir durablement dans le continent, non pas de manière ponctuelle, mais à travers des partenariats solides et des chaînes de valeur intégrées.

Nécessité de bâtir un système fiscal juste et moderne

L'Afrique, a-t-il insisté, représente « un marché naturel pour l'économie algérienne, un espace d'opportunités et de complémentarité, où l'Algérie doit consolider sa position de puissance industrielle émergente ». Cette ambition africaine s'accompagne d'un appel à la rigueur fiscale et à une gestion équitable des ressources nationales. Abdelmadjid Tebboune a réitéré la nécessité de bâtir un système fiscal juste et moderne, où « chacun contribue selon ses moyens ». Il a rappelé que les faibles revenus continueront d'être protégés, tandis que les grandes entreprises et les secteurs rentables devront participer plus activement au financement de l'économie nationale. La fiscalité, a-t-il souligné, doit devenir un outil de transparence, de justice sociale et de consolidation de la souveraineté budgétaire. Sur le plan agricole, le président a insisté sur la sécurité alimentaire comme fondement de l'indépendance nationale. Il a rappelé les efforts déployés pour atteindre l'autosuffisance en blé et a déploré certains manquements dans la restitution des aides accordées par l'État, tout en appelant à une agriculture moderne, productive et connectée à l'industrie agroalimentaire. Enfin, Tebboune a conclu son intervention par une mise au point politique forte : « L'État fort est celui qui dispose d'une économie forte, d'une armée forte et d'un peuple conscient et nationaliste ». À travers cette trilogie, il a résumé sa vision d'une Algérie souveraine, où la puissance écono-

mique, la stabilité institutionnelle et la conscience patriotique forment un tout indissociable.

Inatel appelée à accélérer la mise en œuvre de son contrat avec le Nigeria

Par ailleurs, le chef de l'Etat a appelé l'entreprise publique Inatel à accélérer la cadence de production et à honorer ses engagements dans le cadre du contrat de vente de terminaux de paiement électronique (TPE) signé avec le Nigeria. Ce partenariat, conclu lors de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) tenue récemment à Alger, porte sur la fourniture de deux millions d'unités destinées au marché nigérian, pour une valeur estimée à plus de 300 millions de dollars. Lors de son intervention, Tebboune s'est montré particulièrement ferme quant à la nécessité de concrétiser cet accord sans délai. « Vous avez aujourd'hui un accord avec le Nigeria, la plus grande puissance démographique et économique d'Afrique. Vous ne pouvez pas vous permettre de perdre du temps », a-t-il déclaré, mettant en garde contre tout report ou ralentissement dans la mise en œuvre du contrat. Et d'ajouter : « Il est inadmissible de dire chaque jour qu'on a besoin de six ou sept mois supplémentaires. Il faut produire, livrer et élargir la coopération ». Le président a également réagi aux déclarations du directeur d'Inatel, qui avait annoncé que la capacité de production actuelle de l'usine atteint 6 000 unités par jour. Une cadence que Tebboune juge encore insuffisante au regard de l'ampleur du marché et des ambitions fixées. « Vous devez ouvrir de nouveaux ateliers, étendre la capacité de production et moderniser vos moyens », a-t-il insisté, appelant à un véritable sursaut industriel.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE L'Etat demeure attaché à la gratuité de l'enseignement

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, jeudi à Alger, l'attachement de l'Etat à la gratuité de l'enseignement, renouvelant son engagement à préserver le caractère social de l'Etat. Lors de la rencontre qu'il a présidée au Centre International de Conférences (CIC) "Abdelatif Rahal", avec les opérateurs économiques, destinée à conforter le succès de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), organisée du 4 au 10 septembre 2025 à Alger, le président de la République a précisé que "l'Algérie ne renoncera pas à la gratuité de l'enseignement", en dépit du poids financier que celle-ci représente pour le budget de l'Etat. Il a, en outre, mis en exergue les acquis importants réalisés grâce aux efforts consentis par le pays dans le domaine de l'enseignement, rappelant notamment les efforts considérables ayant permis d'éradiquer l'analphabétisme en Algérie, "alors qu'il avoisinait les 90% au lendemain de l'indépendance".

CONSOLIDATION DU SUCCÈS DE L'IATF 2025

L'appel du président de la République aux opérateurs économiques

Par Réda Hadi

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, jeudi, au Centre international des conférences Abdellatif-Rahal (CIC) d'Alger, une importante rencontre économique réunissant opérateurs, responsables et membres du gouvernement. Cette rencontre avait pour objectif de consolider le succès éclatant de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), organisée en septembre dernier dans la capitale. Dans son allocution d'ouverture, le président Tebboune a mis en avant la portée exceptionnelle de l'IATF, soulignant que cette édition avait enregistré des résultats sans précédent. Les transactions réalisées, a-t-il affirmé, constituent la preuve tangible d'une mobilisation collective ayant attiré de nombreux acteurs économiques, africains et internationaux. L'événement, qui a rassemblé des opérateurs venus de plusieurs conti-

nents, a permis de démontrer le rôle de l'Algérie comme pôle d'attraction économique et plateforme régionale. Le chef de l'État a insisté sur le caractère historique de cette édition, qualifiée de réussite dépassant toutes les attentes. Pour lui, le nombre impressionnant de contrats conclus reflète la confiance des partenaires étrangers dans le climat d'affaires algérien. Cette confiance découle, d'une part, des réformes économiques entreprises et, d'autre part, de la vitalité de la jeunesse entrepreneuriale et des industriels algériens. Il a rappelé que l'Algérie possède un tissu de petites et moyennes entreprises, ainsi que de start-up, qui représente un moteur fondamental de diversification et de compétitivité économique. Abdelmadjid Tebboune a souligné que l'IATF avait été une vitrine unique des potentialités nationales. Les produits algériens présentés, de haute qualité, ont servi de levier pour renforcer la crédibilité du pays. La Foire a également per-

mis d'ouvrir de nouvelles perspectives dans les secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'industrie, le tourisme et les services, incitant à davantage d'initiatives d'investissement. À ses yeux, l'événement s'est imposé comme un catalyseur capable de stimuler les exportations hors hydrocarbures et d'accélérer la transition vers une économie diversifiée, libérée des entraves bureaucratiques. Le président a néanmoins rappelé que ce succès n'était qu'un point de départ, et a appelé les opérateurs économiques à transformer les engagements pris en actes concrets. Les contrats signés doivent se traduire par des projets réels, générateurs de richesse et d'emplois. Selon lui, il est désormais impératif d'accroître l'efficacité, d'exploiter pleinement les opportunités offertes par le marché africain et de s'inscrire dans une dynamique de coopération durable. Cette rencontre avait également une portée symbolique, car elle visait à réaffirmer la volonté po-

litique de l'Algérie de s'imposer comme acteur clé du commerce intra-africain et de conforter l'image d'un pays ouvert et attractif. Le président Tebboune a ainsi insisté sur le fait que l'IATF a démontré que l'économie nationale est sur la bonne voie. Pour lui, la force d'un État réside dans trois piliers indissociables : une économie solide, une armée puissante et un peuple conscient et patriote. Le chef de l'État a saisi l'occasion pour adresser ses remerciements aux institutions et aux acteurs qui ont contribué à la réussite de la Foire. Il a salué le rôle des cadres du secteur du commerce extérieur, celui du CREA qui a accompagné en permanence les initiatives économiques, ainsi que les services de sécurité, dont le professionnalisme a permis d'assurer le bon déroulement de la manifestation. Il a également reconnu la contribution des partenaires étrangers, qui ont participé activement à cet élan collectif.

ALGÉRIE POSTE

Lancement du nouveau système expérimental d'horaire de travail dans 7 bureaux pilotes

L'établissement "Algérie Poste" a annoncé, vendredi dans un communiqué, le lancement officiel, à compter de samedi, du nouveau système expérimental d'horaire de travail, qui s'étale sur six (6) jours par semaine, de 8h00 à 18h00, au niveau de sept (7) bureaux de poste pilotes à travers le pays. En vertu de cette décision qui intervient conformément aux instructions du ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, "les bureaux concernés seront ouverts aux citoyens de 8h00 à 18h00, 6 jours/7", précise le communiqué. Les bureaux concernés sont ceux de "Tamanrasset (recette principale), Sétif (Aïn Azel), El Bayadh (Bougtoab), Tlemcen (Les Cerisiers), Oran (Arzew), Batna (Aïn Touta) et Naâma (Assela)". "Ces bureaux pilotes feront l'objet d'un suivi quotidien selon des critères liés à la qualité de l'accueil et des services, avec la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires pour garantir la continuité et le bon fonctionnement du service", ajoute la même source. Dans ce cadre, Algérie Poste a réaffirmé son engagement à "poursuivre les efforts de modernisation et de développement, à fournir à ses clients des prestations de qualité et à contribuer activement au soutien du développement national".

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or enchaîne une 7^e semaine de hausse

Les prix de l'or poursuivent leur progression, s'orientant vers une septième hausse hebdomadaire consécutive, portés par les anticipations de baisse des taux d'intérêt et les incertitudes liées à la suspension partielle des activités gouvernementales aux Etats-Unis. A 11h28 GMT, l'or au comptant s'échangeait à 3.861,04 dollars l'once, après avoir atteint un record historique à 3.896,49 dollars la veille. Depuis le début de la semaine, le métal jaune affiche une hausse de 2,7 %. Les contrats à terme pour livraison en décembre ont également progressé à 3.884,30 dollars. La suspension des services fédéraux, entrée dans son troisième jour, a retardé la publication de données

économiques clés, notamment le rapport sur l'emploi. Des estimations alternatives suggèrent un marché du travail stagnant, renforçant les attentes d'un assouplissement monétaire par la Réserve fédérale. Dans ce climat d'incertitude, l'or confirme son statut de valeur refuge. Depuis janvier, il a gagné 47 %. En Inde, la demande physique reste forte malgré les prix élevés, tandis que les marchés chinois sont fermés pour congé. Les autres métaux précieux évoluent également à la hausse: l'argent au comptant a grimpé de 1,1 % à 47,46 dollars l'once, le platine a gagné 0,5 % à 1 576,17 dollars et le palladium a progressé de 1,2 % à 1 255,43 dollars.

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	1,63	6,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1415,00	0,35	0,38	-0,01	9,10	5,50	72768	102 966 720,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	0,18	-1,71	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 118,00	2118,00	0,00	-5,39	-6,61	10,10	5,90	2072	4 388 496,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,12	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	2,99	-0,57	3,78	5,25	0	0,00

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

L'usine "Cap Djinet 2" à Boumerdès entre en production à pleine capacité

Le groupe Sonatrach a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'entrée de l'usine de dessalement de l'eau de mer "Cap Djinet 2" (wilaya de Boumerdès), en phase de production à pleine capacité opérationnelle estimée à 300.000 m3/jour, soit l'équivalent de 300 millions de litres d'eau dessalée, et ce, après parachèvement de l'ensemble des tests techniques et des contrôles de qualité. L'entrée de cette usine, classée parmi les installations stratégiques, en phase de production à pleine capacité ce jeudi à 10h00, est le fruit d'un processus technique et expérimental intégré ayant suivi l'inauguration officielle par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le 11 mars 2025. Dans ce cadre, le groupe a mis en relief que la mise en ex-

ploitation à pleine capacité de l'usine est intervenue après "des tests rigoureux aux niveaux mécanique et technique, ainsi que des contrôles de qualité, garantissant une conformité totale avec les normes internationales en vigueur en matière de sécurité et d'efficacité". L'entrée en service de cette installation "témoigne du succès de l'approche nationale visant à mobiliser les compétences algériennes et à valoriser leur expertise", ajoute la même source, rappelant que l'Entreprise nationale des grands travaux pétroliers (ENGTP), filiale de Sonatrach, a réalisé l'usine de dessalement dans toutes ses phases, depuis les études d'ingénierie initiales jusqu'à la mise en exploitation complète, démontrant une nouvelle fois sa capacité à mener à bien

de grands projets conformes aux standards internationaux. Ainsi, Sonatrach a réaffirmé, à travers sa filiale Algerian Energy Company (AEC), son engagement constant à exécuter le premier programme national complémentaire visant à renforcer la sécurité hydrique dans des "délais records", reflétant ainsi "la détermination nationale à relever les défis liés aux ressources hydriques". Pour Sonatrach, l'usine "Cap Djinet 2" constitue "un acquis stratégique qui renforce la souveraineté hydrique de l'Algérie, et incarne le leadership de Sonatrach en tant qu'acteur économique national majeur dans la mise en œuvre de grands projets à portée de développement durable, au service de l'économie nationale et de la société".

L'AMBASSADEUR DE RUSSIE EN ALGÉRIE L'A SOULIGNÉ DEPUIS ORAN

Importance de renforcer la coopération entre les universités des deux pays

L'ambassadeur de la Fédération de Russie en Algérie, M. Alexei Solomatine, a souligné, jeudi à Oran, l'importance de renforcer les échanges et de consolider la coopération entre les universités algériennes et russes. Dans une déclaration à l'APS, en marge de sa visite à l'université d'Oran 2 Mohamed Benahmed, le diplomate russe a exprimé sa disponibilité à soutenir les instituts enseignant la langue russe en Algérie, à l'image de l'Institut des langues de l'université d'Oran 2, qui compte 200 étudiants inscrits en langue russe, notamment à travers l'encouragement des opportunités d'échange et de coopération. Par ailleurs, l'ambassadeur a fait part de son admiration pour le patrimoine culturel algérien, affirmant qu'il œuvrera à encou-

rager les touristes russes à visiter l'Algérie, un pays riche en paysages naturels époustouflants. M. Solomatine a visité l'Institut des langues de l'université d'Oran 2, qui a accueilli, mercredi dernier, quatre étudiants issus de l'université russe d'Etat des sciences humaines et linguistiques de Moscou. Ces derniers poursuivent leurs études à Oran dans le cadre d'une convention signée entre les deux universités. Un deuxième groupe de quatre étudiants russes issus du même établissement est attendu dans les prochains jours. Ensemble, ils suivront des études dans les filières langues arabe, française et anglaise, ainsi qu'en droit

et relations internationales. De son côté, le recteur de l'université d'Oran 2, Pr. Ahmed Chalal, a rappelé que son établissement a signé, il y a deux ans, des accords de coopération avec plusieurs universités russes, dont l'université d'Etat de Moscou et l'université de Tchelny. Ces accords ont déjà permis des échanges d'étudiants bilatéraux. Concernant l'intérêt de l'ambassade russe pour le secteur touristique algérien, Pr. Chalal a déclaré qu'il envisageait la possibilité de former les étudiants en langue russe dans le domaine du tourisme, au sein même de l'Institut des langues de l'université d'Oran 2.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	دج / كلغ	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا	
	Tomate	63	75	50	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف	
	Carotte	92	104	81	الجزر	
	Navet	104	117	92	لفت	
	Poivron	85	99	71	القلقل الاخضر	
	Piment	116	135	97	القلقل الحار	
	Courgette	97	111	82	الكوسة	
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	110	125	96	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي	
	Datte	590	717	463	التمر	
	Banane	425	437	413	الموز	
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر	
	Raisin	215	277	152	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج	
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	
					المنتجات ذات الأصل الحيواني	

MODERNISATION DE LA CAPITALE

Des projets structurants en cours de réalisation

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, et le ministre-wali de la capitale, Mohamed Abdenmour Rabhi, ont présidé hier une réunion de travail au siège de la wilaya d’Alger. Ils ont passé en revue l’état d’avancement des projets inscrits dans la vision stratégique de modernisation de la capitale et levé les obstacles qui freinent leur concrétisation.

Par Sirine R.

Lors de cette rencontre, les responsables ont examiné les différents plans et programmes conjoints visant à transformer Alger en une métropole moderne, fonctionnelle et durable. Le wali d’Alger a présenté un exposé détaillé sur les travaux en cours et les projets qui seront lancés prochainement, assortis de propositions pratiques pour accélérer leur mise en œuvre et garantir le respect des délais. Parmi les projets phares figurent l’aménagement du littoral, l’extension des infrastructures routières et de transport collectif, ainsi que la création de nouveaux espaces urbains répondant aux standards internationaux. Le ministre

Abdelkader Djellaoui a insisté sur l’importance d’une coordination étroite et régulière entre les services de son département et ceux de la wilaya afin de lever les blocages et faciliter la réalisation des programmes sur le terrain. « La capitale connaîtra un saut qualitatif grâce à la concrétisation de ces projets stratégiques », a-t-il affirmé, en soulignant la nécessité d’une vision commune entre les différents secteurs impliqués. Il a également appelé à tirer profit des expériences internationales en matière de développement urbain et de modernisation des grandes métropoles, afin d’enrichir l’approche adoptée pour Alger. Le ministre a annoncé qu’il effectuera, dans les prochains jours, une série de visites sur les chantiers afin de constater de visu

l’avancement des travaux et de veiller à la bonne application des instructions données. Cette réunion, à laquelle ont participé les cadres centraux du ministère, les responsables des entreprises publiques sous tutelle et les représentants des services techniques de la wilaya, s’inscrit dans la continuité des instructions données par le président de la République en décembre 2024, lors de la présentation de la vision stratégique pour le développement de la capitale. Avec cette mobilisation institutionnelle, Alger ambitionne de se hisser parmi les grandes capitales mondiales, en combinant modernisation urbaine, développement des infrastructures et attractivité économique.

FAO

Baisse quasi-général des prix mondiaux des produits alimentaires en septembre

Par R E.

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont enregistré une baisse en septembre, en raison du recul des principaux groupes de produits, selon les données publiées vendredi par l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) sur son site web. L’indice FAO des prix des produits alimentaires, un indicateur pondéré par les échanges commerciaux qui permet de suivre l’évolution mensuelle des principaux groupes de

denrées, s’est établi à 128,8 points en septembre, contre 129,7 en août, tiré par la baisse des prix des céréales, des huiles végétales, des produits laitiers et du sucre. Cette baisse a été partiellement compensée par une nouvelle hausse des prix de la viande, qui atteignent un niveau record. Sur un an, l’indice est en hausse de 3,4 % (par rapport à septembre 2024), mais demeure inférieur de 19,6 % à son pic historique atteint en mars 2022. Parmi les produits en baisse figurent les céréales, dont l’indice a

reculé de 0,6 %, notamment le blé et le maïs, sous l’effet de récoltes abondantes en Russie, en Europe et en Amérique du Nord, ainsi que de la suspension temporaire des taxes à l’exportation en Argentine. Le riz a également fléchi, pénalisé par une baisse des commandes en Asie et en Afrique. Les huiles végétales ont perdu 0,7 %, affectées par le recul des cours de l’huile de palme et de soja, malgré une hausse des prix du tournesol et du colza. Les produits laitiers ont cédé 2,6 %, en raison d’une offre

accrue et d’un affaiblissement de la demande. Le sucre a chuté de 4,1 %, atteignant son plus bas niveau depuis mars 2021, en raison d’une production supérieure aux prévisions au Brésil et de perspectives favorables en Inde et en Thaïlande. A l’inverse, les prix de la viande ont progressé de 0,7 %, portés par une forte demande en viande bovine, notamment aux Etats-Unis et en Australie, ainsi que par la hausse des prix de la viande ovine en Océanie.

L’ENQUÊTE NATIONALE 2025-2026

Un nouvel outil pour mesurer la croissance réelle et l’inflation

Par M A.

L’Algérie, sous l’égide du Haut-Commissariat à la Numérisation et en collaboration avec l’Office national des statistiques (ONS), s’apprête à lancer une vaste Enquête nationale sur les dépenses de consommation et le niveau de vie des ménages pour la période 2025-2026. Cette opération statistique majeure, qui s’inscrit dans la modernisation du système national d’information, a pour objectif de recueillir des données précises sur les revenus, les dépenses et les conditions de vie des familles algériennes. Selon ses initiateurs, ce chantier d’envergure permettra de mesurer la croissance réelle du pays et d’analyser avec plus de précision les dynamiques inflationnistes. Intervenant à la télévision algérienne, Lakhdar Aliane, cadre au Haut-Commissariat à la Numérisation, a souligné que cette enquête représente « une étape charnière dans la refondation de la statistique publique en Algérie ». Il a expliqué que l’objectif est de mettre à jour les indicateurs économiques et sociaux qui

servent de base à la planification nationale : « Ce travail permettra de réévaluer le niveau de vie réel des ménages, leurs comportements de consommation, ainsi que les effets directs des politiques publiques sur leur pouvoir d’achat », a-t-il précisé. Il s’agit de la sixième enquête du genre, après celles menées en 1966, 1988, 2000 et 2011. Elle s’étalera sur deux années et concernera 24 000 ménages répartis à travers les 52 wilayas du pays. Sa mise en œuvre mobilisera 388 enquêteurs et contrôleurs, formés dans le cadre d’un programme de formation de 400 cadres, en partenariat avec le ministère de l’Intérieur et celui de l’Enseignement supérieur. « C’est une opération sans précédent par son ampleur et sa rigueur scientifique », a indiqué Moussa Mahjoubi, sous-directeur à l’ONS, ajoutant que l’enquête repose sur « une méthodologie internationale normalisée garantissant la fiabilité et la comparabilité des résultats ». Les données collectées permettront notamment de calculer la consommation finale des ménages, un indicateur essen-

tiel du produit intérieur brut (PIB), et de réviser les indices des prix à la consommation, indispensables à la mesure de l’inflation. Selon M. Mahjoubi, « ces indicateurs refléteront mieux la réalité économique nationale, en tenant compte des transformations sociales, de la diversification des revenus et de l’évolution des habitudes de consommation ». L’enquête intègre également une dimension numérique inédite, symbole du tournant digital engagé par la statistique publique algérienne. « La numérisation n’est pas qu’un simple outil technique, c’est une nouvelle méthode de travail », a affirmé M. Aliane. Grâce à la collecte et à l’analyse de données en temps réel, le traitement sera plus rapide et la qualité des informations nettement améliorée. Cette innovation permettra également de réduire les délais de publication des résultats et de renforcer la transparence dans la production statistique. Au-delà de la mesure de l’inflation et de la croissance, cette opération fournira une lecture fine des disparités sociales et territoriales. Les

indicateurs issus de l’enquête serviront à évaluer l’accès des ménages aux services publics (santé, éducation, transport) et à apprécier l’efficacité des politiques de soutien et de redistribution. Les responsables ont enfin insisté sur la portée stratégique de cette initiative. « L’Algérie a besoin de données fiables pour appuyer ses choix économiques et sociaux », a résumé M. Mahjoubi. « Cette enquête permettra non seulement de mieux comprendre la structure de la consommation et des revenus, mais aussi d’alimenter les modèles économiques qui orienteront les futures réformes ». Placée sous le signe de la rigueur, de la coordination intersectorielle et de l’innovation, l’Enquête nationale 2025-2026 se veut un instrument de pilotage macroéconomique au service de la transparence et de l’efficacité des politiques publiques. En dressant une image fidèle du quotidien des familles algériennes, elle contribuera à bâtir une économie plus équilibrée et une gouvernance fondée sur la donnée.

SALON INTERNATIONAL "FRUIT ATTRACTION" À MADRID
Signature de 10 contrats d’exportation par des entreprises algériennes

Par M. A.

La participation algérienne à la 17e édition du Salon international des fruits et légumes et des techniques agricoles modernes (Fruit Attraction 2025), organisée du 30 septembre au 2 octobre à Madrid (Espagne), a été couronnée par la signature de 10 nouveaux contrats d’exportation avec des partenaires étrangers, a indiqué hier le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations dans un communiqué. Ces contrats ont été décrochés par neuf (9) entreprises algériennes, avec des partenaires étrangers issus de pays d’Europe, d’Asie et d’Afrique, dans le cadre de leur participation au pavillon national qui a regroupé 17 entreprises et exportateurs algériens, dans le but de mettre en valeur les potentialités agricoles nationales, a précisé le communiqué. Cet acquis reflète « le grand intérêt » suscité par le pavillon algérien tout au long des trois jours du Salon, ajoute la même source, soulignant que « le pavillon national a attiré un nombre important de professionnels, d’importateurs et de représentants de grands réseaux de distribution internationaux, lesquels ont salué la qualité, la diversité et la compétitivité des produits algériens sur les marchés mondiaux ». Ces résultats viennent également « renforcer les efforts déployés sous l’égide du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de diversification des exportations hors hydrocarbures », conclut le communiqué.

TOUGGOURT

Lancement des travaux de réhabilitation du stade de 10.000 places

Des travaux de réhabilitation du stade de 10.000 places de Tougourt ont été lancés dans le cadre d'un programme de modernisation des infrastructures relevant du secteur de la jeunesse et des sports à travers la wilaya, a-t-on appris jeudi auprès des services de cette collectivité locale. L'opération, qui a nécessité une enveloppe de 30 millions de DA, consiste notamment en la pose d'une pelouse de dernière génération, la réhabilitation des vestiaires, ainsi que la rénovation des gradins, de la tribune de presse, de l'éclairage et des équipements de sécurité, a-t-on expliqué. Lors de la cérémonie de lancement des travaux, le chef de l'exécutif local, Abdelaziz Othmane, a mis l'accent sur la nécessité de respecter les normes et les délais contractuels, précisant que cette opération s'inscrit dans les efforts visant à promouvoir les activités sportives et juvéniles, tout en assurant aux associations et clubs de la région l'accès à des espaces appropriés.

OULED DJELLAL
340 hectares dédiés à la culture du maïs-grains

Une superficie de 340 hectares a été réservée dans la wilaya d'Ouled Djellal à la culture du maïs en grains au titre de la saison agricole 2025-2026, a-t-on appris jeudi auprès du directeur local des services agricoles, Djamel-Eddine Sedrate. La consécration de cette superficie répartie sur plusieurs exploitations agricoles privées s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant à élargir la surface des terres agricoles consacrées aux cultures stratégiques et des aires irriguées par l'octroi d'autorisations de forage de puits aux agriculteurs, a précisé à l'APS M. Sedrate. Les services agricoles, a-t-il ajouté, œuvrent en coordination avec les partenaires du secteur notamment la Chambre de wilaya de l'agriculture à sensibiliser et encourager les agriculteurs à élargir les superficies réservées à la culture des plantes oléagineuses et bénéficier de l'accompagnement technique assuré à cet effet au titre de la stratégie de l'autosuffisance en produits agricoles.

ORAN

Expérience prometteuse dans l'élevage du tilapia rouge

L'activité aquacole dans la wilaya d'Oran a connu, ces deux dernières années, une nouvelle dynamique, marquée par la réalisation de six projets d'élevage de tilapia rouge, tandis que plusieurs autres projets sont à l'étude dans le cadre de l'ancrage de ce type d'élevage qui commence à se développer dans la région.

Le directeur de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Oran, Menouer Maghni Sandid, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que le bilan du premier semestre de l'année en cours du programme d'élevage du tilapia rouge dans les six fermes spécialisées dans cette activité est "très positif", avec l'ensemencement d'au moins 190.000 alevins et un objectif de 250.000 alevins supplémentaires prévu pour le second semestre. Le même responsable a ajouté que les avantages et les aides introduits par la loi de Finances 2023 concernant l'élevage du tilapia rouge, notamment une subvention de 50 DA par kilogramme, ont encouragé les agriculteurs à se tourner vers cette activité. Pour sa part, le directeur de la Chambre de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Oran, Hamri Abdelbasset, a souligné que de nombreux agriculteurs ont manifesté leur intérêt pour la création de bassins d'élevage du tilapia rouge. La Chambre œuvre à recenser les exploitations disposant de bassins et à sensibiliser leurs pro-

priétaires aux avantages de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, a-t-il dit. L'intérêt de ce mode de production durable réside dans sa double rentabilité pour l'agriculteur : les eaux utilisées pour l'élevage des poissons servent ensuite à irriguer les cultures, réduisant ainsi la consommation d'eau et d'engrais chimiques. Ce système contribue également à améliorer la qualité des sols et à accroître la production agricole, tout en diminuant les coûts et en diversifiant les sources de revenus, ce qui en fait un choix à la fois écologique et économiquement prometteur pour les agriculteurs.

Une ferme spécialisée dans l'éclosion des alevins

Alors que cinq fermes se consacrent à l'élevage du tilapia rouge, le propriétaire de la ferme "Les Frères Meddahi pour l'élevage de poissons" a choisi de se spécialiser dans l'alevinage (éclosion des alevins). Ainsi, une ferme spécialisée dans l'alevinage du tilapia rouge a été créée l'année dernière.

Son gestionnaire, Mohamed Meddahi, a indiqué que sa ferme produit actuellement environ 40.000 alevins de tilapia rouge et peut atteindre 200.000 avec les moyens actuels. Il a ajouté qu'il prévoit d'importer des équipements d'alevinage qui permettront d'élever la capacité de la ferme à 2 millions d'alevins par an, d'ici fin 2026. L'expérience de commercialisation de ce type de poisson, notamment durant le mois sacré de Ramadhan, dans le cadre des initiatives de vente directe du producteur au consommateur encadrées par les autorités locales, a été couronnée de succès à tous les niveaux. Le tilapia rouge bénéficie d'une forte demande des citoyens grâce à son prix abordable et à sa qualité nutritionnelle. Des spécialistes confirment que le marché local est désormais prêt à accueillir ce produit, face à la demande croissante en poissons d'élevage. Cela ouvre des perspectives prometteuses pour les investisseurs du secteur et contribue à renforcer la sécurité alimentaire ainsi qu'à diversifier l'offre sur les marchés.

UNIVERSITÉ DE DJELFA

11 projets de recherche obtiennent le label “Projet innovant”

Onze (11) projets de recherche ont récemment obtenu le label "Projet innovant" au niveau de l'incubateur d'entreprises de l'Université Ziane-Achour de Djelfa, a-t-on appris, jeudi, auprès de cet établissement universitaire. Selon le recteur de l'université, Ailam El Hadj, ces projets labellisés "Projet innovant" concernent plu-

sieurs domaines scientifiques et technologiques, notamment l'utilisation des systèmes intelligents et les logiciels, ce qui permettra à leurs porteurs de faciliter leur insertion dans le monde du travail et de créer une start-up. M. Ailam a ajouté que ces projets, qui renforcent la pépinière de start-up, s'ajouteront à la liste des projets de recherche recensés par l'incuba-

teur, porté à 50, depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel, 1275 relatif aux modalités de préparation des mémoires de fin d'études visant à permettre aux étudiants de transformer leurs projets innovants en start-up ou micro-entreprise. Pour sa part, le responsable de l'incubateur d'entreprises, Tarek Hazerchi, a rappelé que cette structure, qui accompagne les étudiants

et soutient leurs projets, a organisé durant l'année universitaire écoulée, plusieurs sessions de formation pour informer les étudiants et les chercheurs sur les opportunités d'obtention du label "Projet innovant", dont notamment la réalisation d'un projet de recherche techniquement réalisable et contribuant au développement des compétences et des stratégies publiques.

MILA

Lancement des travaux de 17 projets de raccordement au réseau de gaz naturel dans plusieurs communes

Des travaux de réalisation de 17 projets de raccordement au réseau de gaz naturel de mechtas et localités reculées de plusieurs communes de la wilaya de Mila ont été lancés, a-t-on appris jeudi auprès des services de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Dans une déclaration à l'APS, le chef du service de communication de cette direction, Redha Fer-

gani, a précisé que les entreprises chargées de la réalisation ont entamé les travaux fin septembre passé dans les 15 communes concernées, dont Amira Arrès, Terrai Bainane, Mechira, Sidi Khelifa, Ain Beida Harriche et Bouhatem. La longueur du réseau de distribution à réaliser atteint 182,23 km, tandis que le nombre de foyers programmés dépasse les 1.900, selon la même

source, qui a souligné que le coût global de ces projets atteint 365 millions DA dégagés des programmes de développement visant à améliorer le cadre de vie des habitants des régions enclavées. Les délais de réalisation des projets retenus varient entre un (1) et trois (3) mois et "tous les projets ainsi lancés devront être réceptionnés avant la fin de l'année en cours", a-t-on indiqué.

BLIDA

Programme de plantation de près de 150.000 arbustes

Un programme de reboisement prévoyant la plantation de près de 150.000 arbustes à travers les zones forestières, rurales et urbaines de Blida a été mis au point par la Conservation des forêts de la wilaya, a-t-on appris, jeudi, auprès de cet organisme public. Les opérations de plantation seront lancées "la semaine prochaine" dans les zones forestières, rurales et urbaines, dans le cadre du programme national de

reboisement 2025-2026, a indiqué à l'APS, le conservateur des forêts, Mohamed Mokadem, notant que ce programme de plantation sera clôturé au mois de mars 2026. A ce titre, la Conservation de Blida prévoit le reboisement d'une surface forestière de 50 hectares affectée par les incendies de forêt survenus ces dernières années dans plusieurs régions de la wilaya, dont le parc national de Chréa, Bougara, Bouinane, Larbaa (Est), El Af-

froun et Oued Djer (Ouest). M. Mokadem a souligné que les campagnes de reboisement concerneraient exclusivement les zones forestières affectées par les incendies durant ces dernières années, tandis que les espaces sinistrés, durant cette année, seront laissés à la régénération naturelle, qui devrait intervenir dans un délai maximal de deux (2) ans. Cette campagne concernera également les zones rurales, avec la plantation d'ar-

bres fruitiers (olivier, figuier), en plus des zones urbaines. Les essences forestières sélectionnées pour ces plantations ont été choisies en fonction de la nature des sols et de l'altitude des sites concernés. Elles comprennent notamment le chêne et différentes variétés de conifères. Outre la Conservation des forêts, ces opérations de reboisement impliqueront des associations du secteur environnemental et des acteurs de la société civile, selon la même source.

Les abominations théologiques dans l'Amérique de Trump

C'est un moment un peu comme celui-ci, il y a 30 ans, qui a fait de moi une érudite de la bible. Dans la période qui a précédé l'adoption de la loi de 1996 sur la réforme de l'aide sociale, les dirigeants politiques et religieux se sont servis des Écritures pour justifier la fermeture des programmes alimentaires et l'exclusion des mères et de leurs bébés de l'aide publique.

1^{ère} partie

Par Liz Theoharis (*)

Ces dirigeants, dont beaucoup se décrivent comme chrétiens, ont choisi d'ignorer la plus grande partie des passages de la Bible qui annoncent la « bonne nouvelle » aux pauvres et promettent la liberté à ceux qui sont prisonniers des injustices et de l'oppression. Au lieu de cela, ils ont proposé des interprétations (fausses) et des appropriations (erronées) de textes bibliques contraires à l'éthique et à l'histoire afin de soutenir le pouvoir impérial américain et punir les pauvres au nom d'une morale dévoyée. Trois décennies plus tard, l'administration Trump et ses apologues bibliques travaillent d'arrache-pied, instrumentalisant le nom de Jésus et le contenu de la Bible dans des salves encore plus dévastatrices de (fausses) références bibliques immorales. En juillet, une vidéo du département de la Sécurité intérieure est devenue virale, utilisant la citation d'Isaïe « Me voici, Seigneur. Envoie moi » [Il s'agit d'une réponse à la voix du Seigneur disant : « Qui enverrai-je et qui marchera pour nous, NdT], couramment utilisée lors de l'ordination de responsables religieux et faisant explicitement référence aux communautés marginalisées touchées par les déplacements et l'oppression, et ce afin de recruter de nouveaux agents pour l'agence américaine de l'immigration et des douanes, ou ICE, un emploi désormais assorti d'une prime à la signature de 50 000 dollars, grâce à la « One Big Beautiful Bill » de Donald Trump. L'ancien pasteur du secrétaire à la défense Pete Hegseth est allé encore plus loin en conjuguant la Bible et la haine anti-immigrés, déclarant : « La Bible est-elle en faveur de ces raids de l'ICE ? La réponse est oui. » Il a ensuite ajouté : « La Bible n'exige pas que les nations chrétiennes riches s'immolent pour le crime horrible d'avoir une économie et un mode de vie florissants, pas vrai ? La Bible ne permet pas au magistrat civil de voler l'argent de ses concitoyens pour payer des ressortissants étrangers afin qu'ils viennent détruire notre culture. » Un mois plus tôt, lors d'un discours annonçant le bombardement de l'Iran, le président Trump avait exhorté Dieu à bénir les bombes américaines (larguées sur des familles et des enfants innocents) : « Et en particulier, Dieu, je veux juste dire, nous t'aimons Dieu, et nous aimons notre grande armée. Protégez-les. Que Dieu bénisse le Moyen-Orient, qu'il bénisse Israël et qu'il bénisse l'Amérique. Merci beaucoup. Merci. » En mai, le président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, et les re-

présentants républicains du Congrès ont formé un cercle de prière à la tribune de la Chambre alors qu'ils s'approprièrent à codifier la « Big Beautiful Bill » du président. Bien entendu, c'est ce même projet de loi qui menace de priver des millions d'Américains d'une alimentation et de soins de santé vitaux. (Il s'agit là d'un contrepoint étrange au fait que Jésus ait nourri 5 000 personnes et fourni des soins de santé gratuits aux lépreux).

L'Antéchrist

Et comme s'il ne suffisait pas de dénaturer la Bible pour bénir les riches et réprimander les pauvres, entre en scène le magnat de la technologie Peter Thiel, cofondateur de Palantir et homme qui se tient dans l'ombre de tant d'événements qui se déroulent actuellement à Washington. Bien que de nombreux Américains le connaissent de mieux en mieux, tout comme ses différentes entreprises et son influence politique, beaucoup d'entre nous ont négligé le rôle central de sa version du christianisme et les croyances « religieuses » énigmatiques qui l'accompagnent. Dans Vanity Fair ce printemps, la journaliste Zoe Bernard a souligné le rôle central que Thiel a déjà joué dans la christianisation de la Silicon Valley : « Je vous garantis, lui a dit un entrepreneur chrétien, qu'il y a des gens qui utilisent le christianisme pour se rapprocher de Peter Thiel ». Et en réalité, ses convictions théologiques complètent sinistrement ses convictions politiques. « Quand on n'a pas de croyance religieuse qui transcende tout, a-t-il déclaré, on finit par se trouver vers les autres. Et c'est le problème de notre monde libéral athée. Il est juste le reflet de la folie des foules. » N'oubliez pas qu'il s'agit du même Thiel qui, dans un essai publié en 2009, remettait ouvertement en cause la compatibilité entre démocratie et liberté, prônant un système où le pouvoir serait concentré entre les mains de ceux qui possèdent l'expertise nécessaire pour faire avancer le « progrès », une nouvelle version de la loi du plus fort à l'ère de l'information. Une telle vision du monde ne pourrait contraster davantage avec le Sermon sur la montagne, où Jésus manifeste sa préférence pour les pauvres et sa foi dans les stratégies ascendantes plutôt que descendantes. Plus récemment, Thiel s'est déclaré « à droite » au sein du parti républicain. Il a été le relais de Trump auprès de la Silicon Valley lors de son premier mandat. Depuis, il a rassemblé et soutenu une nouvelle cohorte de conservateurs (dont beaucoup se réclament d'un christianisme de droite), notamment le

vice-président J.D. Vance, Michael Anton, directeur de la planification politique de Trump, le milliardaire David Sacks, tsar de l'IA et de la cryptographie, et Elon Musk, qui a dépensé un quart de milliard de dollars pour faire élire Trump la deuxième fois. Thiel est également proche de Curtis Yarvin, le type qui a affirmé « en plaisantant » que la société américaine n'avait plus besoin des pauvres et qu'elle devrait plutôt les transformer en biocarburant. (Une conception du monde on ne peut plus incompatible avec les principes fondamentaux du christianisme.) Thiel, qui est particulièrement impliqué dans les récentes évolutions politiques (et idéologiques), notamment l'occupation militaire de Washington, est également proche de Joe Lonsdale, cofondateur de Palantir et fondateur de l'Institut Cicero, un groupe de réflexion de droite à l'origine de l'attaque ciblée contre les sans-abri qui sévit actuellement dans tout le pays. Oui, il y a bien un lien entre Peter Thiel et les exigences du président Donald Trump qui veut que « les sans-abri déménagent tout de suite... LOIN de la capitale ». En juillet, Trump a pris un décret facilitant le démantèlement des campements à Washington, un an après que la Cour suprême a confirmé une loi qui rend illégal, si on est sans domicile, de dormir ou même de respirer dehors. Thiel, Lonsdale et l'Institut Cicero ne sont pas seulement responsables de ces attaques contre les sans-abri et les « villes bleues » [campements de toiles, NdT] ; ils sont également responsables de l'arrestation de leaders religieux et des amendes qui leur ont été infligées pour leur soutien aux communautés de sans-abri et leur opposition, pour des raisons religieuses, à la maltraitance des pauvres. Au delà de ce curieux amalgame entre christianisme et milliardaires, je suis particulièrement choquée par le fait que Thiel propose une série de conférences en quatre parties, sur l'« antéchrist » par l'intermédiaire d'une organisation à but non lucratif appelée ACTS 17, qui doit débiter en septembre à San Francisco et dont toutes les places sont déjà vendues. Les articles sur le collectif ACTS 17 mettent généralement l'accent sur la volonté des chrétiens de la Silicon Valley de placer le salut par Jésus au-dessus de la réussite personnelle ou de la charité envers les pauvres. Cela semble bien inquiétant, en particulier pour ceux d'entre nous qui prennent au sérieux le commandement biblique consistant à cesser de priver les pauvres de leurs droits, à mettre fin à la pauvreté sur terre (comme au ciel) et à défendre les personnes auxquelles la Bible reconnaît une priorité. Par exemple, Trae Stephens (qui a tra-

vaillé chez Palantir et est associé à Thiel dans un fonds de capital-risque) est le mari de Michelle Stephens, la fondatrice du collectif ACTS 17. Dans une interview accordée à Emma Goldberg du New York Times, Michelle Stephens explique comment « en tant que chrétiens, on nous enseigne toujours à servir les humbles, les modestes, les marginalisés... Je pense que nous avons finalement découvert que ce sont plutôt les riches, les nantis et les puissants qui ont le plus besoin de Jésus. » Dans un article du Denison Forum, elle est encore plus explicite quant à son interprétation biblique et théologique de la pauvreté et de la nécessité de prendre soin des nantis plutôt que des pauvres. Elle écrit : « Ceux qui considèrent le message du Christ envers les pauvres et les nécessiteux comme le pilier central de l'Évangile commettent une erreur similaire. Alors que les mouvements pour la justice sociale ont fait beaucoup pour mettre en évidence les péchés de longue date de notre société et ont appelé les croyants à l'action, la tentation peut être grande de laisser ce message prendre le pas sur notre besoin inné d'être sauvés par Jésus. » Ces propos me rappellent la résistance religieuse à laquelle j'ai été confrontée pendant des décennies, avant même l'adoption de la réforme de l'aide sociale, et la perpétuelle opposition entre Jésus et la justice depuis lors.

La bataille de la Bible

Bien entendu, une telle bataille pour la Bible est loin d'être nouvelle en Amérique. Elle remonte à bien avant l'émergence d'une nouvelle forme de christianisme dans la Silicon Valley. Dans les années 1700 et 1800, les propriétaires d'esclaves citaient le livre de Philémon et des passages des épîtres de saint Paul pour affirmer que l'esclavage avait été ordonné par Dieu, tout en arrachant les pages de l'Exode lorsqu'ils donnaient des bibles aux esclaves. Pendant l'âge d'or du XIXe siècle, les églises et les politiciens ont prêché ce que l'on a appelé un « évangile de la prospérité » qui vantait les vertus du capitalisme industriel. Des décennies plus tard, les ségrégationnistes ont continué d'utiliser des versets bibliques dévoyés pour approuver les pratiques de Jim Crow, tandis que la Majorité Morale, fondée en 1979 par le pasteur baptiste Jerry Falwell, père, a contribué à intégrer une nouvelle génération d'extrémistes chrétiens dans la politique nationale. Au cours des dernières décennies, l'utilisation de la Bible pour justifier ce qui passe pour être la « loi et l'ordre » (et la punition des pauvres) n'a fait que s'intensifier.

(A suivre)

ARABIE SAOUDITE

Riyad, nouveau laboratoire mondial de l'innovation beauté chez L'Oréal

Alors que l'Arabie saoudite accélère sa transformation sous l'impulsion de la Vision 2030, l'industrie de la beauté ne fait pas que suivre le rythme – elle contribue activement à cette dynamique. En première ligne : L'Oréal, dont la nouvelle étude d'impact socio-économique, menée par le cabinet Asterès, révèle un engagement fort à façonner l'avenir de la beauté.

À l'occasion de la présentation des résultats, Vismay Sharma, Président de L'Oréal SAPMENA (Asie du Sud, Pacifique, Moyen-Orient et Afrique du Nord), a partagé, dans un entretien accordé à Arab News en français, sa vision d'une Arabie saoudite devenue un épicerie mondiale de l'innovation beauté, de la transformation digitale et de l'autonomisation des jeunes. « L'Arabie saoudite est l'un des marchés de la beauté les plus dynamiques et à la croissance la plus rapide au monde. L'Oréal considère le Royaume comme une pierre angulaire de son avenir, un marché de 2 milliards de dollars avec un immense potentiel de croissance », a déclaré Vismay.

Une puissance beauté ultra-connectée

Avec un taux de pénétration d'internet de 99 % et 134 % de connectivité mobile, l'Arabie saoudite figure parmi les sociétés les plus connectées au monde. Ce socle numérique bouleverse les habitudes de consommation et fait des expériences omnicanales et de la Beauty Tech des standards incontournables. « Les consommateurs saoudiens sont très connectés et à l'aise avec le numérique, ce qui stimule la croissance du commerce social et l'intérêt pour la beauté tech, » ajoute-t-il. Des diagnostics capillaires basés sur l'IA aux essais virtuels en réalité augmentée, L'Oréal intègre les technologies les plus innovantes dans le quotidien des consommateurs. Le site web de Lancôme Arabie saoudite propose déjà ces expériences immersives, permettant aux clientes de trouver en ligne leur fond de teint, rouge à lèvres ou mascara idéal.

DESERT TO POWER

La Mauritanie signe un accord de 300 millions \$ pour un projet de centrale hybride solaire-éolienne

La Mauritanie a signé son premier contrat de producteur d'électricité indépendant, un accord de 300 millions de dollars américains avec Iwa Green Energy pour développer une centrale hybride solaire-éolienne de 60 mégawatts.

Ce projet marque une étape importante dans la volonté du pays d'accroître sa production d'électricité grâce à des financements privés, tout en accélérant sa transition vers les énergies renouvelables. L'installation, dont la mise en service est prévue en septembre 2026, portera la capacité installée de la Mauritanie à environ 450 mégawatts.

« Ce projet avec des acteurs privés témoigne de leur confiance dans la volonté du gouvernement mauritanien de diversifier la base de production et de fournir des sources d'énergie durables au service de l'économie », a déclaré Sid'Ahmed Ould Bouh, ministre de l'Économie et des Finances de la Mauritanie. Avec moins de 10% des foyers ruraux raccordés à l'électricité, la Mauritanie dépend fortement des combustibles importés malgré son vaste potentiel en énergies re-

nouvelables. Le gouvernement s'est fixé des objectifs ambitieux dans le cadre du plan de transition énergétique du président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, visant à diversifier et à accélérer le rythme de la transition énergétique, à réduire les émissions de gaz carbonique et à renforcer les capacités de production d'énergie électrique.

Le ministre Mohamed Ould Khaled, ministre de l'Énergie et du Pétrole a souligné que le modèle de financement entièrement privé permettra au pays d'accroître son offre sans augmenter la dette publique.

Directeur de l'Énergie renouvelable et l'Efficacité énergétique à la Banque africaine de développement, Daniel Schroth a salué la Mauritanie pour avoir franchi cette étape importante en appliquant le Protocole Commun de Desert to Power,

illustrant sa pertinence comme outil d'accélération de la mise en œuvre des projets IPP (producteur indépendant d'électricité) dans le Sahel. « Ce projet contribuera à la réalisation des objectifs de l'Initiative Desert to Power et la mise en œuvre du Compact énergétique de la Mission 300 de la Mauritanie.

À propos de l'Initiative Desert to Power : lancée en 2019 par le Groupe de la Banque africaine de développement, l'Initiative Desert to Power vise à exploiter le potentiel solaire de onze pays du Sahel (Burkina Faso, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Soudan et Tchad,) par des investissements dans la production solaire et l'accès à l'électricité. L'initiative vise à produire 10 gigawatts d'énergie solaire qui profiteront aux 250 millions de personnes qui n'ont pas accès à l'électricité.

TUNISIE

Vers un partenariat avec la Chine dans le secteur automobile

La Tunisie s'apprête à franchir une nouvelle étape dans sa stratégie de développement industriel en explorant les possibilités d'une collaboration avec la Chine dans le domaine automobile. Cette initiative s'inscrit dans une démarche plus large de diversification économique et de renforcement des capacités manufacturières du pays. Les premiers échanges entre les autorités tunisiennes et les groupes industriels chinois laissent entrevoir des perspectives intéressantes pour l'établissement d'une filière automobile locale moderne et compétitive.

L'industrie automobile tunisienne, bien qu'existante, demeure relativement modeste comparée aux standards régionaux et internationaux. Le pays dispose néanmoins d'atouts considérables : une main-d'œuvre qualifiée, une position géo-

graphique stratégique entre l'Europe et l'Afrique, ainsi qu'une infrastructure logistique développée.

Les entreprises locales se concentrent principalement sur la sous-traitance et l'assemblage de composants pour les constructeurs européens. Cette collaboration avec la Chine pourrait permettre d'élever le niveau technologique et d'accéder à de nouveaux marchés, notamment africains.

L'expertise chinoise au service du développement tunisien

Les constructeurs chinois ont démontré leur capacité à développer rapidement des industries automobiles performantes, particulièrement dans le domaine des véhicules électriques et hybrides. Cette expertise technique, combinée aux investissements chinois, offrirait à la Tuni-

sie l'opportunité de se positionner sur les technologies d'avenir. Les discussions portent sur la création d'unités de production, le transfert de technologies et la formation de techniciens spécialisés. Les entreprises chinoises manifestent un intérêt croissant pour l'Afrique du Nord, considérée comme une porte d'entrée vers les marchés européen et africain.

Des retombées économiques sur plusieurs fronts

Ce partenariat industriel pourrait générer des bénéfices multiples pour l'économie tunisienne. La création d'emplois directs et indirects dans les régions concernées constitue l'un des objectifs prioritaires. Le développement d'une filière automobile locale favoriserait également l'émergence d'un écosystème de sous-traitants et de fournisseurs, sti-

mulant ainsi l'activité économique régionale.

Par ailleurs, cette coopération s'accompagnerait probablement d'investissements dans la formation professionnelle et la recherche-développement, renforçant les compétences nationales dans ce secteur stratégique. Les négociations entre les deux pays progressent de manière constructive, même si les modalités précises de cette coopération restent à définir. Cette initiative témoigne de la volonté tunisienne de diversifier ses partenariats économiques tout en modernisant son appareil productif. Le succès de ce projet dépendra largement de la capacité des acteurs concernés à créer un cadre juridique et fiscal attractif, garantissant la viabilité à long terme de ces investissements industriels.

EGYPTE

Le Caire émet un sukuk souverain de 1,5 milliard \$

La nouvelle sortie du pays le plus peuplé du monde arabe sur le marché des obligations islamiques a suscité un grand appétit auprès des investisseurs. Le carnet d'ordres des titres de dette conformes à la charia a dépassé 9 milliards \$. L'Égypte a émis un sukuk souverain de 1,5 milliard de dollars à un coût plus avantageux que celui des euro-obligations en circulation du pays, selon un communiqué publié le mercredi 1er octobre par le ministère des Finances. Le carnet de commandes de ces titres

de dette conformes à la charia a atteint plus de 9 milliards de dollars, a-t-on précisé de même source. L'émission, qui devrait être finalisée le mardi 7 octobre, se compose de deux tranches ayant des maturités respectives de trois ans et demi et de sept ans. La première tranche de 700 millions de dollars arrivera à échéance en 2029, avec un rendement de 6,375 %. La deuxième (800 millions de dollars) arrivera à échéance en 2032, avec un rendement de 7,950 %.

Le coût moyen combiné du sukuk s'élèvera ainsi à environ 7,2 %, soit un taux nettement inférieur aux rendements des euro-obligations égyptiennes à cinq ans et à sept ans, en circulation sur le marché secondaire. Le ministère égyptien des Finances a également indiqué que l'émission arrangée par Abu Dhabi Islamic Bank, Citibank, Dubai Islamic Bank, First Abu Dhabi Bank et HSB vise à diversifier les sources de financement du budget de l'Etat et à élargir la base des investisseurs, pour réduire les coûts de

financement et allonger les maturités de la dette. L'opération intervient dans un contexte économique marqué par des pressions sur les réserves en devises, une inflation élevée et un ratio dette publique/PIB de 85%. L'Égypte avait émis son premier sukuk souverain en février 2023 pour une valeur de 1,5 milliard de dollars, avant de revenir sur le marché de la dette « halal » en juin 2025 dans le cadre d'un placement privé d'un milliard de dollars auprès de Kuwait Finance House.

BÉNIN

La filière riz se dote d’une interprofession

Au Bénin, le riz est l’une des principales céréales consommées avec le maïs, mais constitue aussi le principal produit d’importation du pays. L’industrie locale qui souhaite améliorer sa contribution à l’approvisionnement du marché intérieur, repense son organisation.

Le mardi 30 septembre, l’interprofession de la filière riz (IFRIZ-B) a vu le jour au Bénin à l’issue des travaux de l’assemblée générale constitutive qui s’est tenue à Cotonou. L’IFRIZ a pour missions de défendre les intérêts collectifs auprès de l’État et des partenaires, œuvrer à la compétitivité, à la qualité et à la promotion du riz local. Alors que la mise en place de l’IFRIZ devrait permettre à la filière béninoise de bénéficier d’une meilleure légitimité et d’un cadre structurant pour relever les défis de compétitivité et d’autosuffisance alimentaire, la nouvelle organisation sera cependant confrontée à des défis structurels pour l’atteinte de ses objectifs. Selon Idrissou Bako, coordonnateur national du Projet de développement inté-

gré des chaînes de valeurs agricoles (Pdi-Cva), il s’agit, entre autres, d’une coordination insuffisante entre les acteurs, d’une insuffisance d’infrastructures de transformation, d’un accès limité aux intrants de qualité, d’un manque de concertation entre les maillons de la chaîne de valeur et de l’absence d’accord-cadre entre l’État et l’interprofession. Bien que la production locale de riz paddy ait affiché une croissance continue ces dernières années, elle reste encore insuffisante pour couvrir les besoins du marché intérieur en riz usiné. Selon les données compilées par la Direction de la statistique agricole (DSA), la récolte de paddy a globalement augmenté de 31 % entre 2018 et 2023 pour s’établir à 492 626 tonnes, avec un pic de production de 525

014 tonnes en 2022. Dans un rapport publié en 2024, la Chambre de commerce et d’industrie du Bénin (CCIB) a estimé qu’en 2023, la récolte de paddy a permis une production estimée à 350 000 tonnes de riz usiné, alors que les besoins de consommation du marché intérieur étaient estimés à près de 600 000 tonnes. Ce gap est comblé par des importations, principalement en provenance des pays asiatiques notamment l’Inde. Par ailleurs, la constitution de l’IFRIZ intervient alors que le gouvernement s’est fixé pour ambition de presque doubler la production locale de paddy pour atteindre la barre du million de tonnes au cours des années à venir.

ZAMBIE

AgDevCo débloque 10 millions \$ pour renforcer l’industrie avicole

En Zambie, la viande de volaille représente plus de 90 % de la valeur des importations totales de viandes. Cette dépendance ouvre des perspectives d’investissement stratégiques pour le développement d’une industrie avicole locale capable de se substituer progressivement aux importations. La firme britannique d’investissement AgDevCo, spécialiste de l’investissement dans le secteur agricole subsaharien, vient d’accorder un prêt senior de 10 millions \$ à Hybrid, un producteur avicole intégré qui figure parmi les leaders du marché local en Zambie. Dans un communiqué

publié sur son site le jeudi 2 octobre, la société indique que cette enveloppe servira à financer la construction d’un abattoir moderne dans le pays. Si la capacité de l’unité de transformation et la date de démarrage des travaux ne sont pas encore connues, l’objectif de cette démarche est de développer la capacité de production de volailles de l’industrie zambienne pour à la fois répondre à la demande croissante sur le marché intérieur ainsi que à l’exportation. « Cette installation ultramoderne représente une étape importante. Elle sera la plus grande de son genre dans la région, nous per-

mettant de répondre à la demande croissante du marché zambien et d’exporter vers Lubumbashi, deuxième plus grande ville de la RDC. Nous sommes ravis d’accueillir AgDevCo comme partenaire stratégique pour concrétiser ce projet », a déclaré Richard Keeley, PDG de Hybrid. L’abattoir, une fois opérationnel, devrait notamment permettre à l’entreprise basée à Lusaka, de capter une part du flux des importations de viandes de volaille dans le pays. Selon les données compilées sur la plateforme Trade Map, la Zambie a par exemple importé en moyenne près de 42 520

tonnes de viande de volaille sur le marché international entre 2020 et 2024, pour une valeur s’élevant à environ 22,2 millions \$. D’un autre côté, ce projet est également une opportunité pour AgDevCo de renforcer ses investissements dans le secteur agricole en Afrique subsaharienne. Avec 340 millions \$ d’actifs sous gestion et plus de 88 investissements réalisés depuis sa création, l’organisation concentre son action sur le financement d’agroindustries capables de générer des bénéfices économiques et sociaux pour les petits producteurs et les communautés rurales.

SÉNÉGAL

Le gouvernement envisage une réforme du cadre légal des hydrocarbures

Le cadre légal sénégalais des activités liées aux hydrocarbures repose sur la Loi n°2019-03 couvrant l’amont pétrolier et gazier. L’aval qui concerne le transport et la distribution, reste encadré par des textes antérieurs. Jeudi 2 octobre, le ministre de l’Énergie et des Mines du Sénégal, Birame Souleye Diop (photo), a annoncé en marge de la Semaine africaine de l’énergie qu’une révision de la réglementation en matière de pétrole et de gaz est envisagée. Le ministre a indiqué vouloir renforcer la transparence, adapter la législation aux nouveaux enjeux et améliorer la répartition des revenus issus de l’exploitation des hydrocarbures. Il a précisé que la révision envisagée concerne notamment le cadre fiscal, les obligations contractuelles et les règles de mise en œuvre du contenu local. Le gouvernement souhaite favoriser l’implication des entreprises sénégalaises et encadrer davantage la redistribution des revenus. Selon Diop, la réforme inclut également le secteur de l’électricité, pour bâtir un cadre favorable à l’industrialisation. Depuis les découvertes pétrolières et gazières majeures de Greater Tortue Ahmeyim et de Sangomar, les autorités présentent ces projets comme une étape clé du développement énergétique du pays. Elles affirment vouloir tirer parti de ces ressources tout en évitant les déséquilibres observés ailleurs. Selon le ministre, la révision des codes vise à maintenir l’attractivité pour les investisseurs étrangers et à assurer une meilleure redistribution des revenus aux citoyens. La réforme annoncée doit encore être discutée et précisée. Le gouvernement prévoit d’en présenter les grandes lignes lors de la conférence MSGBC 2025 que le Sénégal accueillera à Dakar les 9 et 10 décembre.

CÔTE D’IVOIRE

Un plan de 440 millions \$ pour renforcer la filière palmier à huile

La Côte d’Ivoire, deuxième producteur africain d’huile de palme brute derrière le Nigeria, mais premier exportateur du continent, s’impose comme un acteur clé du secteur. Pour préserver ce leadership, la filière mise notamment sur le renforcement de sa compétitivité régionale. En Côte d’Ivoire, le ministère de l’Agriculture vient d’approuver une nouvelle stratégie pour le développement de la filière palmier à huile. D’un coût total de 245,9 milliards de francs CFA (440 millions \$), cette feuille de route élaborée à l’initiative du Conseil Hévéa-Palmier à Huile-Coco (CHPC) sera mise en œuvre au cours des 10 prochaines années. Dans un communiqué publié sur son

site le 1er octobre, ledit ministère indique que cette feuille de route s’articulera autour de 5 axes d’intervention stratégique, dont l’amélioration de la productivité des vergers villageois, à laquelle sera consacré 61 % du budget prévu, la promotion de la durabilité dans la filière et le développement de mécanismes de financement adaptés. Selon les autorités, cette stratégie vise à bâtir une filière « compétitive, durable, inclusive et moteur de croissance économique » en levant les obstacles susceptibles de freiner sa progression au cours des prochaines années. Parmi les défis identifiés figurent notamment le vieillissement des vergers, les exigences croissantes des marchés internationaux en matière de traçabilité et de durabilité, ainsi que la concurrence

des huiles asiatiques sur le marché de la CEDEAO. Près de 25 % de la production ivoirienne d’huile de palme brute est exportée vers les pays de la sous-région, tels que le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Ghana et le Nigeria. Les données compilées par le Département américain de l’Agriculture (Usda) indiquent, par exemple, que la production d’huile de palme en Côte d’Ivoire s’est élevée en moyenne à 573 000 tonnes par an entre 2021 et 2024. Par ailleurs, l’enjeu pour la filière ivoirienne d’augmenter la productivité des vergers de palmier à huile sera également d’exploiter le potentiel de l’industrie locale sur le segment de la première transformation, qui fonctionne en surcapacité.

Dans son dernier rapport sur le marché des oléagineux en Côte d’Ivoire, l’USDA indique notamment que les huileries du pays ont une capacité d’absorption estimée à 152 % du potentiel de production actuel, ce qui indique un déficit de régimes de palme de 52 %. « Cela signifie que les capacités de transformation installées dépassent la disponibilité des matières premières à l’échelle nationale », souligne le rapport. C’est dans ce contexte que le Conseil Hévéa-Palmier à Huile-Coco (CHPC) a décidé, depuis le 3 juin dernier, d’arrêter la délivrance de nouvelles autorisations pour l’installation ou l’extension de la capacité des usines de première transformation des produits issus du palmier à huile.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales continuent de tutoyer les sommets

Les marchés boursiers mondiaux se sont une nouvelle fois affichés à des niveaux record vendredi, poussés par la perspective d'un nouvel assouplissement monétaire de la banque centrale américaine (Fed).

Wall Street, le Dow Jones a avancé de 0,51% à son plus haut historique, l'indice élargi S&P 500 a grappillé 0,01%, franchissant là aussi un nouveau palier, tandis que l'indice Nasdaq a perdu 0,28%. En Europe, la Bourse de Paris (+0,31%) a conclu à moins de 100 points de son sommet de mars dernier. Francfort a cédé 0,18%, au cours d'un jour férié en Allemagne même si le marché boursier est resté ouvert. La Bourse de Londres quant à elle a touché un nouveau sommet historique (+0,67%) à 9.491,25 points. A Zurich, le SMI a gagné 0,64%. "C'est un marché boursier qui continue d'être assez résistant à l'intérêt de vente pour plusieurs raisons, dont la plus importante est probablement l'anticipation de plusieurs baisses de taux (aux États-Unis, ndlr) avant la fin de l'année", commente auprès de l'AFP Patrick O'Hare, de Briefing.com. Ces attentes, associées à "des données économiques résilientes conduisent à ré-investir tout le cash qui était gardé de côté", explique à l'AFP Claudia Panseri, directrice des investissements pour la France à UBS. "Tout le monde attendait une correction

pendant l'été qui n'a pas eu lieu et on se retrouve avec une banque centrale (la Fed, ndlr) qui ouvre la porte à une baisse des taux. Il y a énormément de liquidités qui doivent être déployées", a-t-elle ajouté. L'arrêt partiel des activités de l'État fédéral aux États-Unis ("shutdown") depuis mercredi, inquiète peu les marchés même s'il a fallu se priver de la publication d'un des indicateurs les plus importants de l'économie américaine, celui du marché de l'emploi. Le marché "est toujours concentré sur le rapport ADP de mercredi" selon lequel les entreprises privées ont détruit en septembre plus d'emplois qu'elles n'en ont créés en septembre (-32.000) aux Etats-Unis, estime Patrick O'Hare. Pour Claudia Panseri, le "+shutdown+ est le 14e depuis 1980, un événement auquel on a déjà fait face". "Pour l'instant, les gens pensent qu'une solution sera trouvée d'ici quelques semaines", assure-t-elle. La paralysie continuera a minima jusqu'à la semaine prochaine en raison de l'échec, vendredi, d'un nouveau vote sur le budget au Congrès.

L'IA vaut de l'or

A WALL STREET

Le dollar fait la différence

Wall Street enchaîne les records. Malgré toutes les inquiétudes qui ont animé les conversations cette année, des droits de douane en passant par le déficit budgétaire, ou encore l'indépendance de la Fed, les Etats-Unis continuent d'attirer les capitaux. Mais paradoxalement, les valeurs les plus performantes sur le marché américain sont celles dont le chiffre d'affaires est le moins dépendant des Etats-Unis. L'indice de Goldman Sachs qui regroupe les 50 grandes entreprises américaines avec la plus forte exposition aux Etats-Unis a ainsi progressé de 21% cette année. A l'inverse, celles qui ont la plus grande proportion de ventes domestiques n'ont progressé que de 5%. C'est l'écart le plus important depuis 2009. Les valeurs les plus exposées à l'international bénéficient de la baisse du dollar. Une devise plus faible qui, mécanique-

ment, dope le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger, lorsque celui-ci est rapatrié. Un mouvement significatif puisque le dollar index (le dollar contre un panier de devises de référence) est en baisse de 10% en 2025. Une disparité qui s'explique aussi par les performances sectorielles. En effet, le rallye est essentiellement tiré par les valeurs de la tech, elles-mêmes bénéficiaires de la frénésie autour de l'IA. Depuis le 1er janvier, la technologie est le secteur le plus performant du S&P500, avec un gain de 30%. Or, c'est aussi le secteur dont les revenus dépendent le plus de l'international, selon les données de Factset. Les mouvements du dollar (et des devises plus généralement) sont un élément à ne pas négliger pour tout investisseur. Si le S&P500 a progressé de 14% en 2025, l'indice affiche une progression de moins de 1% en euro.

"Nous sommes dans l'âge d'or du voyage spatial, de l'IA, de la robotique... Il n'y a jamais eu de meilleur moment pour être enthousiasmé par l'avenir", s'est réjoui vendredi le patron d'Amazon Jeff Bezos, lors de la Tech Week, le congrès de la technologie de Turin en Italie. Dans le cas de l'IA, "les bénéfices vont être immenses", a assuré celui qui a notamment investi dans la start-up américaine d'IA générative Perplexity. Après plusieurs annonces venues d'Asie mettant en avant des partenariats dans le secteur de l'intelligence artificielle, les marchés "surfent sur (l'enthousiasme autour de) l'IA qui s'accélère", ont commenté les analystes de Natixis.

Rebond du pétrole avant l'Opep+

Les cours du pétrole ont repris un peu de vigueur vendredi, dans un rebond technique qui masque la semaine la plus baissière depuis le mois de juin, liée aux craintes d'une nouvelle hausse des quotas de l'Opep+ dimanche. Le baril de Brent de la mer du Nord a pris 0,66% à 64,53 dollars et son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate a aussi gagné 0,66% à 60,88 dollars. Mais la tendance sur le marché est à la baisse: le baril de Brent est tombé de près de 8% en une semaine. Sur le marché des changes, le dollar cédait 0,21% face à l'euro, à 1,1740 dollar pour un euro vers 20H50 GMT.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 30 Septembre 2025					
Valeur : 02 Octobre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.4618	129.4768
1	EUR	EURO		152.0270	152.0834
1	GBP	POUND STERLING		174.1014	174.1684
100	JPY	JAPANESE YEN		87.4742	87.4902
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1793	18.1834
1	CHF	SWISS FRANC		162.6200	162.7206
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.0309	93.0617
1	DKK	DANISH KRONE		20.3710	20.3746
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7485	13.7627
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9585	12.9790
1	AED	UAE DIRHAM		35.2440	35.2529
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5195	34.5253
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.7702	423.8193
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2171	44.6614
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2556	14.2572
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8630	23.9856
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2423	3.2524
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.3048	177.3048

PORTÉE PAR L'IA ET LA PERSPECTIVE DE TAUX PLUS BAS

La Bourse de Paris proche de son record

La Bourse de Paris a terminé dans le vert vendredi non loin de son record, entraînée par l'optimisme des investisseurs autour du secteur de la tech et des attentes de baisses des taux de la banque centrale américaine (Fed). Le CAC 40 a pris 0,31% soit 24,91 points pour s'établir à 8.081,54 points, à moins de cent points de son précédent record datant de mars. Sur la semaine, l'indice vedette de la Bourse de Paris a pris 2,68%. Pour Claudia Panseri, directrice des investissements pour la

France chez UBS, "la Bourse de Paris est toujours assez en retard" sur les autres places boursières mais "a eu une très belle performance sur le mois écoulé". La spécialiste souligne toutefois que les investisseurs "restent prudents" sur le CAC40 par rapport aux autres indices à cause d'un facteur d'incertitude sur le budget. Globalement, "la hausse des marchés d'actions mondiaux s'est poursuivie pour une sixième journée consécutive, alimentée par l'enthousiasme autour des technologies d'intelligence artificielle", commente Pa-

trick Munnelly, de Tickmill Group. Les investisseurs ont gardé un oeil distrait sur les Etats-Unis, à leur troisième jour de paralysie budgétaire ("shutdown"). Les investisseurs sont déjà passés par là, a souligné Claudia Panseri, rappelant qu'il s'agit du "14e +shutdown+ depuis 1980". Il a toutefois fallu se priver d'un des indicateurs les plus importants de l'économie américaine, celui du marché de l'emploi. La publication des créations d'emplois et du taux de chômage pour septembre a en effet été suspendue vendredi. Si le blocage budgétaire se pro-

longe aux Etats-Unis et que d'autres indicateurs manquent d'être publiés, l'état de l'économie américaine deviendra complexe à analyser, notamment pour la banque centrale américaine qui se réunit à la fin du mois. Pour l'instant, les marchés misent presque unanimement sur une prochaine baisse de taux d'un quart de point de pourcentage, un scénario favorable aux actions. A Paris, le fabricant de matériels et d'équipements électriques français Legrand a pris 0,53% (à 142,85 euros) après avoir an-

noncé jeudi soir l'acquisition du groupe américain spécialisé dans les bancs de charge Avtron Power Solutions. Le titre Stellantis (+2,19% à 9,01 euros) a profité de données de ventes solides aux Etats-Unis. FCA US, filiale américaine(Chrysler, Dodge, Jeep, etc), a livré 324.825 véhicules sur le trimestre (+6% sur un an) avec les marques Ram, Fiat, Chrysler et Jeep en meneurs. En France, les ventes du groupe ont en revanche chuté de 9,47% depuis le début de l'année.

BRÉSIL

L'Etat supprime l'impôt sur le revenu pour les classes moyennes

Les députés brésiliens ont validé la mesure phare du président Lula visant à exonérer les classes moyennes d'impôt sur le revenu. Elle sera financée par une hausse du taux d'impôt des plus riches qui sera multiplié par quatre.

La chambre basse du Parlement brésilien a approuvé mercredi une exonération d'impôt sur le revenu visant les classes moyennes, proposée par le gouvernement du président Luiz Inacio Lula da Silva malgré l'opposition des marchés. Le texte approuvé par les députés élargit la tranche d'exonération de l'impôt sur le revenu aux personnes percevant moins de 5.000 réaux mensuels (800 euros). Actuellement, seules les personnes percevant moins de 3.000 réaux (480 euros) par mois sont exonérées.

Selon le gouvernement, environ 16 millions de Brésiliens ne paieront pas cet impôt en 2026 si la proposition est adoptée.

Hausse des impôts pour les plus riches

Pour compenser la baisse des recettes, le projet prévoit d'augmenter les impôts pour les personnes gagnant plus de 50.000 réaux par mois (7.995 euros). Les 140.000 personnes qui tombent dans cette catégorie paient actuellement en moyenne 2,5% d'impôt sur le revenu. La

hausse de ce taux se veut progressive, pour atteindre 10%. Le texte, qui doit maintenant être soumis au Sénat, a été approuvé à l'unanimité. L'opposition, menée par le parti de l'ex-président d'extrême droite Jair Bolsonaro, a voté en faveur de cette initiative, malgré son désaccord avec l'imposition des revenus les plus élevés. Cette mesure, populaire auprès de la base du gouvernement de gauche de Lula, avait été mal accueillie par les marchés lors de sa présentation l'an dernier, jusqu'à provoquer une dévaluation historique du réal.

DÉFICIT PUBLIC

L'Italie prévoit de respecter l'objectif européen dès cette année

L'Italie a revu ses prévisions de croissance à la baisse mais prévoit d'amoindrir son déficit public près de l'objectif européen de 3 % du PIB dès cette année, a annoncé jeudi 2 octobre le ministère de l'Economie. Le gouvernement a légèrement abaissé sa prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour l'année 2025 à 0,5 %, contre 0,6 % prévu précédemment, et 0,7 % pour 2026, contre 0,8 % jusqu'ici, selon les

prévisions de finances publiques approuvées jeudi en conseil des ministres. "Ces données sont basées sur des estimations très prudentes qui, à ce stade, sont également influencées par le contexte géopolitique international", prévient le ministère. Les prévisions précédentes intégraient déjà une baisse des exportations liée aux nouveaux droits de douane américains, alors que l'Italie est le troisième exportateur européen vers les Etats-Unis.

Le déficit public, lui, est "actuellement" de 3 % pour 2025 et devrait atteindre 2,8 % en 2026, selon le ministère. L'Italie pourrait ainsi respecter le plafond de 3 % fixé par le Pacte de stabilité et de croissance européen. Elle échapperait alors aux mesures de surveillance de la Commission européenne pour déficit public excessif, qui concernent aussi bien la France que la Belgique ou la Hongrie.

DROITS DE DOUANE

Le Premier ministre canadien rencontrera Trump mardi

Le Premier ministre canadien Mark Carney a annoncé vendredi qu'il se rendrait à Washington mardi pour des discussions sur les droits de douane avec le président américain Donald Trump. Selon un communiqué du gouvernement canadien, il s'agit d'une «visite de travail» pour évoquer «les priorités communes

dans le cadre d'une nouvelle relation économique et sécuritaire» entre les deux pays. Ce sera la deuxième visite à la Maison Blanche de Mark Carney depuis son élection en avril alors que la guerre commerciale de l'administration Trump a déjà perturbé de manière significative les relations entre les deux voisins et affecte

l'économie canadienne. Le Canada, qui a pour principal partenaire économique les États-Unis, a vu son PIB reculer d'environ 1,5% au deuxième trimestre et les exportations chuter de 27%. Donald Trump a imposé des droits de douane sur certains produits provenant du Canada et ne relevant pas de l'ACEUM, l'accord de

libre-échange qui lie les deux pays. Cet accord, en place depuis 2020 et qui comprend également le Mexique, doit être réexaminé par les trois pays dans les mois qui viennent. Le président républicain souhaite le renégocier en assurant des conditions plus favorables aux fabricants américains.

ALLEMAGNE

Le PIB s'est contracté de 0,3% au T2, plus qu'estimé initialement

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne s'est contracté de 0,3% au deuxième trimestre 2025 par rapport précédent, selon les données définitives publiées vendredi par l'Office fédéral de la statistique, alors que la demande de son principal partenaire commercial, les États-Unis, a ralenti après plusieurs mois d'achats anticipés en prévision des droits de douane. Une première lecture avait donné un recul de 0,1% du PIB pour la période. "Il semble de plus en plus improbable qu'une reprise substantielle se concrétise avant 2026", a déclaré Carsten Brzeski, responsable mondial de la macroéconomie chez ING. La production industrielle, en particulier, a enregistré des résultats moins bons que prévu initialement, a indiqué l'office des statistiques.

La consommation des ménages au deuxième trimestre a été révisée à la baisse, avec une augmentation de 0,1%, en raison de nouvelles informations disponibles sur les secteurs des services, telles que les statistiques mensuelles des services d'hébergement et de restauration pour le mois de juin. Les dépenses publiques ont augmenté de 0,8% par rapport au trimestre précédent, a indiqué l'office des statistiques. Les investissements ont considérablement diminué au deuxième trimestre, reculant de 1,4%. Le commerce extérieur n'a pas non plus apporté de contribution positive. Au deuxième trimestre, les exportations totales de biens et de Les États-Unis étaient le premier partenaire commercial de l'Allemagne en 2024, avec des échanges bilatéraux de

marchandises s'élevant à 253 milliards d'euros. Le secteur privé a néanmoins connu une légère reprise de la croissance en août, tirée par le secteur manufacturier, qui a enregistré une hausse des nouvelles commandes, selon l'indice composite des directeurs d'achat HCOB Flash Germany publié jeudi. L'économie allemande devrait se redresser au cours des prochains trimestres grâce aux baisses de taux d'intérêt de la Banque centrale européenne et à une politique budgétaire nettement plus expansionniste, a déclaré Ralph Solveen, économiste senior à la Commerzbank. "Cependant, cette reprise devrait être modérée en raison des problèmes structurels de l'économie allemande et de la hausse significative des droits de douane américains", a ajouté Ralph Solveen.

ROYAUME-UNI

Net ralentissement de la croissance de l'activité dans le privé en septembre

Au Royaume-Uni, le rythme de croissance de l'activité dans le secteur privé a ralenti plus que prévu. En septembre, l'indice PMI composite le mesurant est passé de 53,5 à 50,1 points, soit 0,1 point au-dessus du seuil de stabilité, là où les analystes visaient une baisse à 51 points. À 50,1 points, il est à son plus bas niveau depuis cinq mois. Dans le secteur des services, la diminution a été également significative avec un indicateur à 50,8 points, contre un précédent à 54,2 (plus haut de 16 mois) et une prévision à 51,9 points. Pour Tim Moore directeur économique de S&P Global Market Intelligence : " l'accélération de la croissance de la production observée cet été ressemble désormais à un feu de paille, l'incertitude politique et économique élevée ayant de nouveau pesé sur la performance du secteur des services. De nombreux répondants à l'enquête ont suggéré que les entreprises clientes avaient reporté leurs décisions d'investissement après le budget d'automne, tandis que les ménages hésitaient également à effectuer des achats importants ".

BCE

Lagarde plaide pour une régulation plus sévère de la finance non bancaire

La présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde, a plaidé vendredi pour un encadrement plus strict de la finance non bancaire, dans un discours prononcé à Amsterdam. Christine Lagarde a appelé les responsables politiques à œuvrer pour «renforcer» les normes applicables aux établissements non bancaires «qui exercent des activités similaires à celles des banques ou qui ont des liens importants avec le secteur bancaire». Parmi les acteurs non bancaires figurent notamment les fonds de pension, les fonds d'investissement ou encore les plateformes de cryptomonnaies. Ces exigences plus strictes permettront «de répondre aux préoccupations des banques concernant l'inégalité des conditions de concurrence», a souligné Christine Lagarde. Elle s'est dite également attachée au maintien du niveau de la réglementation aujourd'hui applicable aux banques, tout en ouvrant la porte à des simplifications. «Les responsables politiques ne devraient pas attendre une nouvelle crise financière pour se rappeler l'importance des enjeux», a insisté Christine Lagarde, les appelant à s'emparer du sujet «au plus tôt». En France, la banque centrale a annoncé fin mai son intention de tester la résistance des fonds d'investissement en cas de crise financière, en les soumettant cette année à un «stress test», habituellement réservé aux banques et assurances.

Apple va-t-elle faire marche arrière sur cette promesse très forte ?

Apple a subtilement retiré la mention « produit neutre en carbone » de ses communications marketing, et ce n'est pas forcément pour ce que l'on pourrait penser.



Cette démarche a premièrement été repérée par nos confrères de WatchGeneration. Alors que la marque à la pomme commercialisait en 2023 sa première montre connectée dite « neutre en carbone », elle a depuis discrètement effacé toute référence à ce label sur ses nouveaux modèles, l'Apple Watch 11 et l'Apple Watch Ultra 3, ainsi que sur le Mac mini M4.

Un projet au Paraguay pointé du doigt

Selon la société, cette décision vise à se mettre en conformité avec la législation européenne. À partir de 2026, une directive interdira aux entreprises d'apposer des mentions comme « neutre en carbone » sur leurs produits lorsqu'elles reposent sur des mécanismes de compensation, tels que les crédits carbone ou les projets de reforestation. Et justement, une partie des efforts d'Apple reposait sur un vaste projet de plantation d'eucalyptus au Paraguay,

censé compenser les émissions résiduelles de certains produits. Mais celui-ci a fait l'objet de vives critiques de la part d'écologistes, pointant du doigt les risques pour la biodiversité et la consommation excessive d'eau liés à ces monocultures.

Il est en outre apparu que le géant californien n'avait sécurisé les baux fonciers que sur une fraction des terrains concernés, laissant planer une incertitude majeure au-delà de 2029. Ces éléments ont nourri des accusations de greenwashing de la part de l'ONG Deutsche Umwelthilfe, et ouvert la voie à une action en justice en Allemagne.

Apple maintient ses engagements

En août dernier, le tribunal a ainsi conclu qu'Apple n'a plus le droit de présenter ses montres connectées comme des produits « neutres en carbone » dans le pays, estimant que sa communication pouvait induire les consomma-

teurs en erreur, faute de garanties suffisantes sur la pérennité et l'efficacité réelle des compensations mises en avant.

La marque a rapidement retiré la mention de son site allemand, avant de l'effacer à l'échelle mondiale pour éviter d'autres contentieux et anticiper l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation européenne.

Malgré tout, Apple maintient sa volonté d'atteindre la neutralité carbone d'ici à la fin de la décennie. « Nous sommes fiers de nos produits neutres en carbone et nous restons sur la bonne voie pour atteindre la neutralité carbone sur l'ensemble de notre chaîne de valeur d'ici 2030. Chaque produit Apple est conçu avec l'environnement à l'esprit, et cet engagement perdurera, quelles que soient les nouvelles règles européennes qui limitent la façon dont nous pouvons en parler », confiait la firme au média Fast Company il y a quelques semaines.

Attention, ces deux fonctions de Gmail vont bientôt disparaître

Google annonce l'arrêt de la prise en charge des comptes email tiers et la fin du protocole POP3 à partir de janvier 2026. Si ces fonctionnalités sont largement utilisées, l'entreprise explique vouloir miser davantage sur la sécurité.

En début d'année prochaine, les choses vont changer du côté de Gmail et certains risquent de grincer des dents.

Gmailify disparaît après dix ans de service

En 2016, Google lançait Gmailify, un système permettant d'étendre les fonctionnalités avancées de Gmail à des comptes email externes comme Yahoo, Outlook ou AOL directement depuis l'interface Gmail. Puisque Gmail applique alors la même ergonomie aux comptes tiers, ils profitent donc d'une meilleure intégration. Mais la firme californienne a décidé de changer d'avis pour des raisons de sécurité. À partir du mois de janvier, Gmailify ne sera plus disponible et cela éliminera quatre fonctionnalités principales : la protection anti-spam renforcée, l'amélioration des notifications push sur smartphone, la classification automatique des emails en catégories et la recherche rapide avec opérateurs avancés.

Pour remplacer Gmailify, Google recommande l'utilisation directe de l'application Gmail mobile laquelle peut gérer plusieurs comptes via des connexions IMAP standard.

Le protocole POP3 définitivement abandonné

Gmail cessera également de récupérer les emails via le protocole POP3, une technologie des années 1980 encore utilisée par de nombreux fournisseurs de messagerie. Cette fonctionnalité "Relever le courrier d'autres comptes" dans les paramètres Gmail web disparaîtra complètement.

Le POP3 présente des vulnérabilités de sécurité importantes : il peut transmettre les identifiants en texte brut, ne supporte pas l'authentification à deux facteurs et utilise des mots de passe d'application difficiles à sécuriser et auditer. Contrairement à IMAP, le POP3 ne synchronise les messages que dans un seul sens et ne maintient pas l'état des dossiers sur le serveur. Google privilégie désormais exclusivement le protocole IMAP avec sa synchronisation bidirectionnelle, la prise en charge native d'OAuth 2.0 et le chiffrement des connexions par défaut. Les applications Gmail mobile continueront de fonctionner normalement car elles utilisent déjà des connexions IMAP sécurisées. Bien entendu, les messages déjà synchronisés via POP3 resteront accessibles dans les comptes Gmail concernés, la relève, en revanche, ne sera plus disponible.

Brèves

Intel négocie la fabrication de puces AMD

Selon le site Semafor, citant des sources internes, le fondateur de Santa Clara serait en pourparlers avec AMD pour que ce dernier devienne un client de Foundry. Son activité de fabrication pour le compte de tiers serait capable de créer des puces pour l'autre firme de Santa Clara. L'accord n'est pas finalisé et pourrait prendre quelques mois pour lever d'éventuels problèmes réglementaires (les deux sociétés sont concurrentes). Actuellement, TSMC produit actuellement la plupart des puces AMD avec des procédés de gravures de 5 à 3 nm. Alors que le procédé 18A (en 2nm) d'Intel est attendu à la fin 2025, Semafor indique que le fondateur pourrait initialement produire des puces AMD moins complexes. Face aux risques de conflit entre Taïwan et la Chine, AMD pourrait être tenté de rapatrier une partie de la

production de ses puces sur le territoire américain pour le plus grand bonheur de l'administration Trump.

Google injecte du CLI à Jules

Jusqu'à présent, l'agent de codage à base d'IA n'était accessible que via son site web et GitHub. Google a présenté Jules Tools une interface de ligne de commande (CLI), qui intègre l'agent directement dans le terminal CI/CD du développeur. La CLI donne aux développeurs la capacité d'interagir avec l'agent à l'aide de commandes, ce qui rationalise les flux de travail en éliminant le besoin de passer de l'interface web à GitHub. Les programmeurs restent ainsi dans leur environnement tout en déléguant les tâches de codage et en validant les résultats. A noter que Google propose aussi Gemini CLI basé sur le LLM Gemini 2.5. En plus de la CLI, Google a rendu publique l'API de Jules. Les

développeurs pourront intégrer l'agent directement dans leur IDE comme VS Code de Microsoft.

Mokn lève 2,6 M€

Fondée en 2023 à Paris, la start-up a développé une solution pour piéger les cybercriminels dans les campagnes d'intrusion. Concrètement, Mokn déploie des faux points d'accès (portails VPN, messagerie web) reproduisant les environnements des entreprises. Les pirates essayent ainsi des identifiants volés et les équipes de sécurité peuvent intervenir sur les mots de passe compromis. Cette approche a séduit les investisseurs avec une levée de fonds de 2,6 M€ auprès de Moonfire (lead), OVNI Capital, Kima Ventures (le fonds de Xavier Niel) et plusieurs business angels. Avec cet argent, Mokn veut accélérer la commercialisation de son offre en France et se déployer aux Etats-Unis.

Un constructeur néerlandais ressuscite la mythique Porsche 904/8

La société Aerfal Automotive ne vous dit peut-être rien, mais sa dernière création rappelle immédiatement une des icônes de la marque Porsche.

Singer et la Porsche 911, Prodrive et la Subaru Impreza WRX STI 22B, TWR et la XJ-S, Kimera 037 et la Lancia 037, les exemples de restomod sont nombreux et hérissent le poil de certains puristes. Mais ils permettent aussi de concilier des technologies modernes avec un design indémodable. Un dernier point sur lequel les puristes sont aussi critiques vis-à-vis de certaines sportives modernes...

Le dernier en date nous vient du constructeur néerlandais Aerfal. Sa "cible" n'est autre que la Porsche 904 des années 60, un modèle de course qui fut homologué pour la route. Et pour ne rien gâcher, la firme s'est inspirée de la version de pointe 904/8, la plus puissante et la plus rare, celle qui disposait d'un moteur huit cylindres à plat de 2.0. Au menu : 240 ch et seulement trois exemplaires produits !

Un moteur refroidi par air

Celle qui nous intéresse aujourd'hui profite toujours d'un moteur huit cylindres 4.0 à plat, refroidi par air, mais qui voit sa puissance portée à 400 ch. Par rapport à la production actuelle, la cavalerie pourrait faire sourire, mais le petit constructeur « ne vise pas à courir après les chiffres, mais à créer un moteur qui respire le caractère, une bande-son et des sensations qui relient directement le conducteur à l'héritage de Porsche en course ».

Voilà un discours plein de bon sens qui relègue les chiffres au second plan. C'est aussi plus simple comme cela, car Aerfal ne communique pas de chiffres... Cette Porsche revisité devrait être plus



imposant que le modèle originel, ne serait-ce que pour intégrer un moteur deux fois plus gros. On note aussi les grandes roues chaussées en Michelin Pilot Sport Cup 2, gage d'un grip particulièrement élevé. Cela permet également d'intégrer un système de freinage plus important. On peut toutefois imaginer que le poids de cette belle machine reste contenu, surtout si Aerfal

fait appel à de la fibre de verre pour la carrosserie, comme le modèle des années 60.

Bien évidemment, l'éclairage à LED dans les optiques avant et arrière trahit la modernité de l'ensemble, mais il faut bien avouer que cette berlinette reste très fidèle à la 904.

L'intérieur est plus éloigné avec l'emploi de cuir ou de titane, ce qui participe à

l'esprit course, d'autant que l'aménagement est très simpliste. Le conducteur, bien calé dans les sièges baquet, pourra se concentrer pleinement sur le compte-tours central et les sensations de conduite.

Cette Aerfal a de quoi en faire rêver plus d'un, alors parlons tarif afin de redescendre sur Terre. Tiens, ils ne sont pas encore connus...

Tesla annonce plusieurs changements pour la Model 3

Tesla dévoile plusieurs changements majeurs sur sa gamme Model 3 et Model Y. La berline gagne de l'autonomie sur toutes ses versions et récupère même les fameux commodos disparus à l'occasion du restylage. Le Model Y, lui, les avait conservés.

Récemment restylé, le Model Y gagne encore un peu d'autonomie grâce à des modifications sur la batterie. Lesquelles permettent aussi à l'ensemble de la gamme Model 3 de passer encore un cap, avec 750 km d'autonomie sur la version Grande Autonomie Propulsion. Surtout, Tesla confirme enfin le retour des commodos de clignotants sur la berline. Mais ne précise pas encore si les propriétaires actuels pourront y avoir droit après livraison.

De fortes hausses d'autonomie

Toute la gamme Model 3 ainsi qu'une version du Model Y profitent de nouvelles cellules de batteries plus denses, qui font parfois grimper très largement l'autonomie



par rapport à l'ancienne homologation. Au petit jeu des plus efficaces, le duel entre la Tesla Model 3 et la nouvelle Mercedes CLA devrait donc être intense, sachant que l'américaine revendique désormais 750 km sur sa version Propulsion Grande Autonomie.

- Model 3 Propulsion offre : 520 km

- WLTP avec des jantes 19 pouces (environ 554 km avec les jantes 18 pouces de série), contre 513 km précédemment
- Model 3 Grande Autonomie, Propulsion : 750 km WLTP, contre 702 km précédemment (avec les jantes 18 pouces de série)
- Model 3 Grande Autonomie,

- Transmission intégrale : 716 km avec des jantes 18 pouces, contre 678 km environ précédemment
- Model 3 Performance : 571 km WLTP, contre 528 km précédemment
- Model Y Grande Autonomie, Transmission : 629 km, contre 586 km précédemment

Malgré ses progrès, la Model 3 n'arrive pas encore au niveau de la Mercedes CLA, qui tutoie les 800 km d'autonomie sur sa variante Progressive Line 250.

Le retour des clignotants classiques !

Le restylage de la Model 3 avait fait grand bruit avec la disparition des commodos. Tesla avait préféré attribuer les clignotants à des commandes physiques sur le volant, pas toujours très pratiques notamment à certaines intersections ou dans les ronds-points. Le Model Y restylé, lui, y avait échappé. Mais, récemment en Chine, la marque avait fait marche arrière sur cet équipement. Nous nous étions alors demandé si les commodos seraient aussi de retour sur la Model 3 en France, et c'est bel et bien le cas ! Pour les Tesla déjà en circulation, l'option est déjà disponible au prix... de 660 €. Tout de même ! En tout cas, bonne nouvelle, ces changements et les hausses d'autonomie ne font pas bouger les tarifs de la gamme actuelle.

Mots fléchés

Impur pour les musulmans et les juifs Groupes d'étoiles		Héros créé par R-Goscinnny et A.Uderzo Réponse négative		Exploitations agricoles Entre amis		Peintre naturalisé suisse Moyen de locomotion pour Tarzan		Instrument destiné pour l'auscultation Prénom d'un personnage de M-Leblanc		Portion du gros intestin		Industries Lettre grecque	
Non noble										Cézigue			
Maladie d'ado										Laitue			
				Chef d'orchestre Épouse d'Osiris								Boisson chaude	
Veste large d'origine hongroise	Examen	Bagatelle Jettera						Impudent					
								Appellation Habitants d'une île italienne				Cassé Film de Marcel Pagnol (3 mots)	
Véhicule muni d'un compteur Plaisir outre-atlantique					Individu peu recommandable Paname	Mot de passe Conte							Crochet de boucher
			Assaisonna					Nis d'espions				Fils d'Aphrodite	
Lutte anti-aérienne				Absous Laitouse									
Saint-pierre													
			Hideux Qui dépassent les normes					Paysans pauvres en Amérique Centrale					
Spontanées	Petit conservateur Charles César, David, Alexandre aux cartes					Prénom biblique Varappes				Issue de Département picard			
								Courageux Celui de la joie est l'hymne officiel de l'UE Prénom masculin					Tenteraient
Clown		Retirés Dégringolée					Région du bassin parisien					Dieu celt	
					Atteuements Écrase-merde								
Lac italien	Lettre grecque Lac des Pyrénées						Bourrique						
				Fiancée de Popeye Prénom masculin						Nom akkadien de Ur Elles sont bordées de maisons			
Tracassa							Crépuscule		Biaisa Pour un oubli en fin de lettre				
Contraire à la force	Brun c'est une atteinte de mildiou		Garçons d'écurie					Vierge				Lettre grecque	
			Lac italien Brome					Organisation d'origine religieuse Sodium					
Oiseau palmipède		Cuvette							Prénom de Connery				
						Grippe-sou				Connut			

ACCIDENTS DE LA ROUTE
14 morts et 439 blessés en 48 heures

Quatorze (14) personnes sont mortes et 439 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique un bilan publié samedi par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'El Bayadh avec 3 morts et un blessé, suite à une collision entre un camion et un véhicule au niveau de la commune d'El Mahara, précise la même source. Par ailleurs, les plongeurs de la Protection civile de la wilaya de Boumerdès sont intervenus pour le repêchage d'une personne morte noyée dans une étendue d'eau au niveau de la commune de Bouzegza, relève le bilan, qui précise que deux autres personnes, coincées sur un rocher dans cette même étendue d'eau, ont été secourues.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco



Dimanche 5 octobre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

RÉUNION DE TRAVAIL
AVEC LA HOLDING GETEX
Les instructions
du ministre de
l'Industrie

Par Sirine R.

Dans le cadre du suivi périodique des activités des groupes publics, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a tenu hier une réunion avec les responsables de la holding GETEX, spécialisée dans les industries textiles et du cuir, en présence des cadres centraux du ministère. En effet, la rencontre a permis de dresser un état des lieux de la société et de ses filiales, tout en abordant les différents obstacles qui entravent la relance effective de cette filière stratégique dans laquelle l'Algérie a été pionnière pendant des décennies. Le ministre a insisté, indique le ministère dans un communiqué, sur l'importance capitale de poursuivre les efforts engagés pour réhabiliter la filière textile et cuir, considérée comme un secteur capable de générer une forte valeur ajoutée, de créer des emplois durables et de réduire la facture d'importation en répondant aux besoins du marché national avec un produit local compétitif. Yahia Bachir a également appelé à la mise en place d'une nouvelle approche basée sur la modernisation des modes de gestion, l'intégration de la numérisation et l'adoption de l'innovation dans la conception et la production, en conformité avec les standards internationaux.

L'accent a été mis sur la nécessité de renforcer l'intégration industrielle entre GETEX et les autres groupes nationaux, notamment en matière de chaînes de valeur, et de développer des partenariats avec le secteur privé afin de réaliser un véritable saut qualitatif dans cette filière. En conclusion, le ministre a affirmé que son département accompagnera la holding dans le traitement des obstacles organisationnels, structurels et financiers, tout en veillant à la tenue de réunions périodiques pour évaluer l'avancement des projets de relance de l'industrie textile et cuir.

AVEC PLUS DE 120 MILLIARDS DE BARILS DE RÉSERVES
L'Afrique réclame plus d'investissements

Par M. A.

Richesse de plus de 120 milliards de barils de réserves pétrolières, soit environ 8 % des réserves mondiales, l'Afrique s'affirme de plus en plus comme un acteur incontournable du futur énergétique mondial. Mais pour que cette richesse naturelle se transforme en véritable levier de croissance, la question des investissements demeure centrale. C'est tout le sens du message porté par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) lors de la Semaine africaine de l'énergie, organisée à Cape Town, en Afrique du Sud, du 29 septembre au 3 octobre 2025. Le secrétaire général de l'OPEP, Haitham Al Ghais, a saisi cette occasion pour rappeler que le continent dispose « d'un potentiel immense » et qu'il est « temps que l'Afrique bénéficie pleinement de ses ressources naturelles ». Selon lui, les ressources pétrolières et gazières africaines ne doivent plus être perçues comme une simple opportunité d'exportation, mais comme un véritable moteur de développement économique et social. « Chaque nation africaine doit avoir le droit de choisir sa propre voie énergétique et de valoriser ses ressources au service de son peuple », a-t-il déclaré sur la plateforme X, rapporté par la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Au cœur des discussions de cette semaine dédiée à l'énergie, un consensus s'est dégagé sur la nécessité de stimuler les investissements dans l'exploration et

la production. D'après les estimations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le monde devra investir près de 500 milliards de dollars par an pour garantir la stabilité de la production de pétrole et de gaz. Une partie substantielle de ces financements devrait être orientée vers l'Afrique, où les besoins sont considérables et les opportunités, prometteuses.

Les exemples de la Nigeria et de l'Angola illustrent bien cette dynamique. En Nigeria, premier producteur africain de brut, la mise en œuvre du Petroleum Industry Act a renforcé la gouvernance du secteur et attiré de nouveaux investisseurs. Résultat : la production de brut et de condensats a enregistré une hausse significative, atteignant son plus haut niveau depuis cinq ans. Plusieurs anciens champs pétroliers ont été relancés grâce à des opérateurs locaux, tandis que l'exploration offshore en eaux profondes attire de nouveau les grandes compagnies internationales, à l'image de Shell, symbole du regain d'intérêt pour le marché nigérian.

En Angola, l'objectif est de maintenir une production supérieure à un million de barils par jour, soit environ la moitié du volume enregistré il y a dix ans. Malgré cette baisse, le pays multiplie les incitations fiscales pour revitaliser son secteur. Ces efforts commencent à porter leurs fruits : la société britannique Afentra a annoncé avoir doublé sa production grâce à de nouvelles facilités financières, tandis que TotalEnergies

poursuit le développement du projet Caminho, dont la production devrait atteindre 70 000 barils par jour. Des perspectives encourageantes pour un pays longtemps marqué par les conséquences de la guerre civile.

Pour Haitham Al Ghais, ces expériences démontrent que les réformes structurelles et la stabilité réglementaire constituent des conditions essentielles à l'attraction des capitaux dans le secteur énergétique africain. « L'Afrique n'a pas besoin de pitié, mais de partenariats équitables et de financements à long terme », a-t-il affirmé, appelant la communauté internationale à reconnaître la place stratégique du continent dans la sécurité énergétique mondiale. Au-delà du pétrole, le secrétaire général de l'OPEP a également insisté sur la nécessité de diversifier les investissements vers le gaz et les infrastructures énergétiques intégrées, afin de répondre à la demande croissante en électricité et de favoriser l'industrialisation locale. La Semaine africaine de l'énergie 2025 aura ainsi servi de tribune à un message clair : l'Afrique entend être actrice de son destin énergétique, et non plus simple spectatrice du marché mondial. Forte de ses vastes réserves, de son potentiel d'exploration encore sous-exploité et de l'intérêt croissant des grandes compagnies internationales, elle ambitionne désormais de transformer sa richesse naturelle en richesse économique, au service de son développement durable et de sa souveraineté énergétique.

TLEMCCEN

Sortie de la 3^e promotion de l'Ecole nationale
des ingénieurs de la ville

Lors d'une cérémonie de sortie de la troisième promotion des étudiants de l'Ecole nationale des ingénieurs de la ville "Abdelmadjid Meziane" de Tlemcen s'est tenue, samedi, sous la supervision de M. Cherif-Eddine Bouziane, Directeur général des ressources humaines, de la formation et des statuts au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Trans-

ports, en présence des autorités de la wilaya. Cette promotion, baptisée du nom du martyr "Deghine Benali", dit Colonel Lotfi, comprend 227 diplômés, dont 115 au grade d'inspecteur principal de l'administration locale dans l'hygiène publique et l'environnement, et 112 au grade d'ingénieur d'Etat en gestion technique et urbaine

pour l'administration locale. Ces lauréats seront recrutés directement dans le secteur des collectivités locales et dans des administrations publiques en tant qu'inspecteurs principaux et ingénieurs d'Etat, selon les déclarations de Hilali Kadri, directeur de cette école située dans le pôle universitaire de Chetouane.

POUR PLAIDER LA CAUSE SAHRAOUIE

Une délégation du CNASPS attendue lundi à New York

Une délégation du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), conduite par son président, Saïd Ayachi, doit se rendre le 6 octobre à New York dans le cadre de la 80^e Assemblée générale des Nations unies, pour pétitionner devant les membres de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) au sujet du conflit du Sahara occidental, indique samedi un communiqué du Comité.

"Les militants algériens plaideront pour l'organisation effective et rapide du référendum d'autodétermination au bénéfice du peuple sahraoui tel que le recommande et le reconnaît le droit international, et tel que le déclare de façon répétée le Conseil de sécurité" de l'ONU, selon le communiqué. Les délégués algériens "dénonceront l'occupation illégale du territoire du Sahara occidental par le régime marocain, son entreprise colonialiste sauvage, ses violations caractérisées et ré-

pétées des droits de l'Homme contre les civils sahraouis pacifiques, la spoliation illicite et scandaleuse des ressources naturelles sahraouies, la situation dégradée des prisonniers politiques sahraouis dans les prisons marocaines", souligne la même source. Ils dénonceront aussi, d'après le texte, "les blocages multiples du Royaume du Maroc pour entraver le processus politique mené par l'ONU dans le conflit du Sahara occidental, à la recherche d'une solution juste et dé-

finitive à ce conflit". "La délégation du CNASPS est rejointe par une délégation parlementaire qui apporte le même plaidoyer, formant ainsi la délégation algérienne qui exprime un fort message de solidarité de l'Algérie avec la juste lutte du peuple sahraoui, et qui traduit la position constante de l'Algérie contre toute forme d'occupation et de colonisation, en totale conformité avec le droit International", conclut le communiqué.